

CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

OCTOBRE 2004

COMPOSITION PORTANT SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

EPREUVE N° 33

Durée : 5 heures
Coefficient : 2

SUJET :

Depuis quelques mois vous avez intégré la direction générale des moyens, du Conseil général de la Marne Atlantique où vous assistez le directeur général adjoint. Ce pôle de ressources intègre les services des finances, de l'administration générale, des ressources humaines, des questions juridiques et marchés publics, des systèmes d'information et de l'organisation, les Télécoms et la reprographie.

Le Président du Conseil général a très clairement désigné les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) comme étant un axe fort de sa stratégie politique et il envisage une diversification et une amélioration des actions et des rôles de votre collectivité, grâce aux apports de ces dernières.

Le directeur général des services se préoccupe des effets des textes et lois récentes dans le domaine des nouvelles technologies sur le fonctionnement général de la collectivité.

Il constate une sorte de très forte attraction des collectivités vers ce que semble être « l'e-administration » même si aujourd'hui encore il n'est pas certain d'en comprendre toutes les implications ni tous les aspects.

Il s'interroge sur l'administration électronique, sur les effets de la mise en œuvre des nouvelles technologies dans les secteurs traditionnels d'intervention du Conseil Général et peut-être sur d'autres thèmes qu'il n'a pas encore identifiés à ce jour.

.../...

Il a fait constituer par le service juridique un premier dossier contenant les textes réglementaires d'actualité et par le service communication un second dossier présentant divers articles et extraits de rapports en relation avec l'administration électronique. Mais il a besoin d'éléments de réflexion concrets afin de clarifier ses opinions : un projet d'actualité clairement identifié pourrait être le facteur déclenchant qu'il attend.

Si l'objectif, à terme est bien la modernisation des relations avec les citoyens ainsi qu'avec les divers partenaires du Conseil Général (autres administrations, entreprises, services de l'état, structures subventionnées...), la priorité du Directeur général est d'abord d'assurer aux élus et aux différents services une sécurité juridique et réglementaire éprouvée et d'améliorer les procédures utilisées afin que les actions de la collectivité soient plus performantes, plus lisibles, plus efficaces.

Pour ce faire, la mise en place du concept d'e-administration devra s'accompagner de règles de gestion homogènes et d'une utilisation maîtrisée des technologies appropriées au travers d'une organisation qu'il conviendra peut-être de faire évoluer.

Il vous charge d'une étude globale sur la mise en place d'un projet ambitieux qui permettrait de faire bénéficier votre collectivité des avantages de ce concept moderne, tourné vers l'utilisateur mais aussi vers l'efficacité des services. Il attend de vous que vous identifiez les enjeux, les ressources à mobiliser, les contraintes et limites à considérer, les délais et moyens à considérer.

Dans le même temps, votre responsable hiérarchique direct, le directeur général adjoint du pôle ressource, souhaite que dès le début 2005, votre collectivité se soit mise en conformité avec les textes particulièrement pour ce qui concerne la dématérialisation des marchés publics et les obligations connexes. Il conviendra donc qu'en première phase, votre étude prenne notamment en compte cette obligation légale sans perdre de vue le projet global, de modernisation lié aux NTIC.

A l'écoute des expériences déjà engagées dans d'autres collectivités en la matière, il vous remet un recueil d'articles de presse relatifs à des projets en cours dans d'autres collectivités ou établissements publics et quelques documents divers.

(Il faut noter que l'ensemble des pièces du dossier et la commande de vos responsables vous sont passés début septembre 2004)

A partir des dossiers et articles joints, de la description sommaire de l'état des lieux technique et organisationnel des NTIC dans votre collectivité mais surtout en vous **appuyant sur vos propres compétences et votre perception des enjeux de l'e-administration** il vous est demandé :

- De développer dans une approche projet, les potentialités et les apports liés à la mise en œuvre des principes d'e-administration dans la conduite du changement et dans l'activité générale de la collectivité sans oublier les relations avec les tiers et usagers. Vous identifierez les moyens (techniques, juridiques, financiers, humains...) qu'il conviendrait de mobiliser et vous élaborerez un planning réaliste de mise en œuvre.

Documents joints :

Fiche 1 : Organigramme	page 5
Fiche 2 : Différents sites du CG	page 6
Fiche 3 : Description des réseaux internes et inter-sites	page 7
Fiche 4 : Description de l'architecture informatique et logicielle	page 9
Fiche 5 : Description des pratiques générales du CG en matière de commande publique.	page 13

Dossier juridique :

Document n°1 : Loi transposant la directive sur les données personnelles (<i>Présentation du projet de loi : extraits</i>) www.archives.premier-ministre.gouv.fr	page 16
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

Document n°2 : Loi relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle « paquet télécom » extraits www.legifrance.gouv.fr	page 18
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

Document n°3 : Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 sur la confiance dans l'économie numérique <i>Journal officiel du 22 juin 2004</i>	page 21
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

Document n°4 : Article 56 du nouveau code des marchés publics 2004	page 32
---------------------------------------------------------------------------	---------

Dossier d'information :

Document 5 : Achats publics : 9 mois pour s'équiper <i>Décision micro&réseaux n°586 du 29 mars 2004</i>	page 33
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

Document 6 : La dématérialisation des marchés publics <i>La Lettre destinée aux Villes n°15 octobre 2003, extraits</i>	page 35
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

Document 7 : Adoption de la LCEN <i>Autoroutes de l'information & territoires n°154 mai 2004</i>	page 37
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

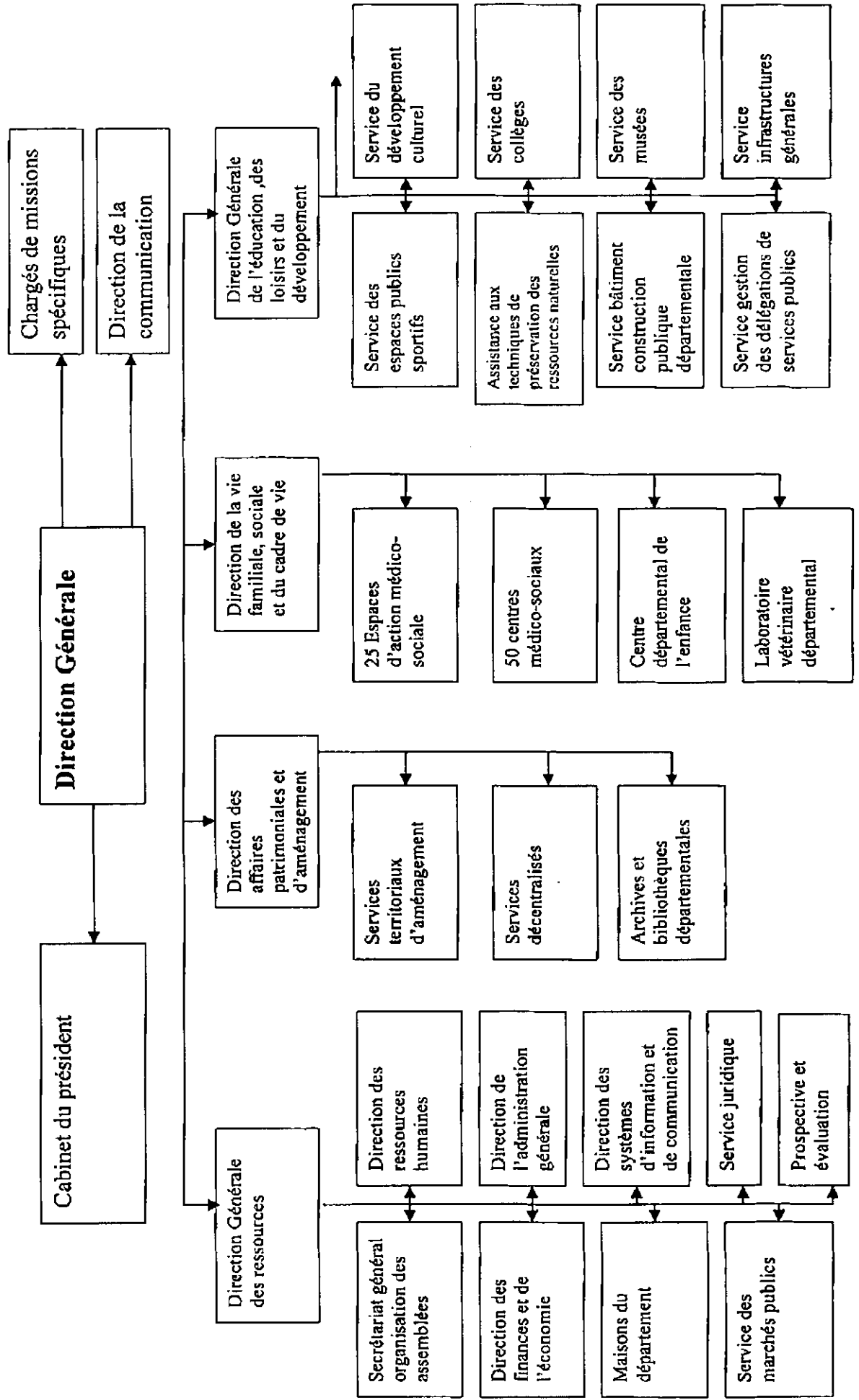
- Document 8 :** Propositions et recommandations du Medef en matière d'administration électronique
Extraits du livre blanc janvier 2004 page 38
- Document 9 :** Collectivités : opérateurs ou non ?
Autoroutes de l'information & territoires n°149 février 2004 page 43
- Document 10 :** L'administration électronique : un levier de la réforme de l'Etat
Le programme ADELE discours janvier 2004 extrait
www.adae.gouv.fr page 44
- Document 11 :** Le projet ADELE et les collectivités
Autoroutes de l'information & territoires n°149 février 2004 page 47
- Document 12 :** Les collectivités et l'économie numérique
La gazette des communes 9 août 2004 page 48

NOTA :

- 2 points seront retirés au total de la note si la copie contient plus de 10 fautes d'orthographe ou de syntaxe.
- **Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies :** pas de signature (signature à apposer uniquement dans le coin gommé de la copie à rabattre) ou nom, grade, même fictifs
- Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.
- Lorsque les renvois et annotations en bas d'une page ou à la fin d'un document ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.

Si des valeurs monétaires sont exprimées dans les copies elles doivent l'être en euros.

L'organigramme du Conseil général de la Marne Atlantique



Fiche N° 2

Les différents sites du Conseil général de la Marne Atlantique

Le CG est à la tête d'un département qui regroupe 250 communes représentant 2.180.000 habitants, dont la préfecture de DASSE (265.000 habitants).

L'établissement, qui compte 1100 agents, exerce l'ensemble des compétences qui lui sont dévolues par la loi dans le cadre de la décentralisation et il s'est saisi de certaines politiques sociales spécifiques.

Les services du CG sont répartis sur plusieurs sites :

- L'hôtel du CG, au centre ville de Dasse regroupe la direction générale des services, le cabinet et les chargés de mission, la direction générale des ressources et celle des affaires patrimoniales et d'aménagement, une partie de la direction de l'éducation, des loisirs et du développement. Il s'agit d'un bâtiment moderne qui héberge 450 agents
- La direction générale de l'éducation des loisirs et du développement est installée sur 4 sites distincts tous situés dans l'agglomération Dassine. Ces bâtiments sont tous connectés à un réseau métropolitain à très haut débit, 100 agents y travaillent actuellement.
- Le laboratoire départemental du CG occupe un bâtiment à BUSSE deuxième ville du département. Ce service de 25 agents, est situé dans un bâtiment distant de 70 Km du siège.
- Les 75 espaces d'action médico-sociale et centres médico-sociaux sont répartis sur tout le département. Tous ces sites sont reliés par un réseau informatique au serveur du CG. Il faut noter que 30 parmi eux sont interconnectés via un réseau indépendant de fibres optiques, un plan visant à irriguer en fibre optique tous les sites est en cours de réalisation. Ils comptent 450 agents.
- Le reste des agents est dispersé dans diverses structures ou locaux spécifiques.

Fiche N° 3

Description des réseaux internes et inter-sites

Le siège :

Le siège du CG dispose d'un réseau interne à 100 Mbits. Un backbone en fibre optique parcourt les 4 étages du bâtiment et relie entre eux les locaux techniques d'étages (LTE). Cette dorsale est raccordée à différents serveurs applicatifs du CG au travers d'un ensemble de matériels actifs (HUBs, SWITCH, routeurs...)

Chaque LTE permet le raccordement des 410 micro-ordinateurs présents dans les 350 bureaux dans le cadre d'un câblage en paire torsadée Catégorie 5 à 100 Mbits également.

La partie Télécom est supportée par le même câblage en Catégorie 5 mais raccordé à un autocommutateur ALCATEL 4400 qui assure les fonctions de téléphonie classique et dispose d'un logiciel de gestion de la taxation et de gestion des flux en connexion avec la base de données des utilisateurs.

La direction générale de l'éducation des loisirs et du développement est installée sur 4 sites distincts.

Les 4 sites occupés par les services de cette direction sont entièrement câblés en paires torsadées, cette architecture permet une exploitation à 100 Mbits. Chaque bureau est connecté au réseau via un système de concentrateurs en cascade (HUBs), 85 micro-ordinateurs sont utilisés. Les sites sont interconnectés au siège par un réseau en fibre optique assurant des débits très élevés aux usagers et un grand confort d'utilisation. La partie Télécom est indépendante, le site dispose d'un autocommutateur autonome de type alcatel 4220 munis d'un plan d'adressage téléphonique spécifique.

Le laboratoire vétérinaire.

Il s'agit d'un bâtiment entièrement câblé en paires torsadées, l'architecture en place permet une exploitation à 100 Mbits. Chaque bureau est connecté au réseau via un système de concentrateurs en cascade (HUBs), 18 micro-ordinateurs sont utilisés. Le site est équipé d'un routeur permettant une interconnexion au siège en utilisant 2 lignes NUMERIS commutées. La partie Télécom est indépendante, le site dispose d'un autocommutateur autonome de type alcatel 4220 munis d'un plan d'adressage téléphonique spécifique.

Les 75 espaces d'action médico-sociale et centres médico-sociaux.

Ils occupent divers bâtiments qui constituent un ensemble de 300 bureaux. Ces bâtiments sont tous câblés selon le modèle du siège en réseau catégorie 5 à 100 Mbits. Un backbone en fibre monomode relie entre eux et au siège du CG, 30 de ces ensembles immobiliers. Chaque bureau est connecté au réseau via un système de concentrateurs en cascade (HUBs). Les autres sites qui ne sont pas situés actuellement sur la boucle optique sont équipés chacun d'un routeur permettant une interconnexion au siège en utilisant 2 lignes NUMERIS commutées. 400 micro-ordinateurs sont utilisés par les agents dans ces espaces décentralisés. La partie Télécom est indépendante, les sites disposent d'autocommutateur (PABX) autonome munis d'un ensemble de numéros SDA (Sélection Directe à l'Arrivée) et d'un plan d'adressage téléphonique spécifique.

Fiche N° 4

Description de l'architecture informatique et logicielle

L'usage de l'informatique au CG et dans les sites distants, fait partie intégrante des conditions générales de travail.

Depuis sa création en 1985, le service informatique, devenu Direction des systèmes d'information, a pu fournir aux utilisateurs les outils matériels et logiciels nécessaires. La stratégie du CG a toujours été très « moderniste » pour ce qui concerne les questions liées à l'informatique et à l'organisation.

Depuis 1998, l'informatique a engagé une politique de formation des agents aux principes de l'internet et de l'intranet. A ce jour, l'ensemble des agents de la collectivité qui l'ont souhaité soit plus de 800 personnes, ont suivi un stage de 3 jours afin de découvrir les potentialités de l'internet, la navigation et la recherche sur le WEB, le partage et la publication d'information sur intranet, la messagerie...

I Au plan matériel général :

Quelque soit le site, la configuration de base de chacun des postes installés est la suivante :

- Micro-ordinateur type PC Pentium 1,6 ghz et plus
- Ecran 17 pouces
- Windows 2000 ou XP
- Suite logicielle de bureautique standard (Word, Excel, Powerpoint)
- Navigateur : Internet Explorer ou Netscape
- Messagerie : Exchange et Outlook

Chaque poste informatique où qu'il se trouve, dispose via le réseau, d'un accès à internet sécurisé. Cependant, le peu de capacité de certaines des liaisons rend laborieuses toutes utilisations soutenues des outils de gestion (financière, courrier, facturation...). C'est pourquoi le CG a décidé l'interconnexion sur un réseau indépendant à très haut débit de l'ensemble de ses sites. Ce projet trouvera son terme avant 2007. Il faut noter que l'infrastructure à bâtir aura une capacité bien supérieure aux utilisations actuelles ainsi, potentiellement de nombreuses applications trop « gourmandes » en bande passante pourront être déployées.

II Les principaux sites distants :

Chaque site principal dispose d'au moins :

- 1 serveur applicatif et bureautique. Ces serveurs hébergent les applications informatiques spécifiques à l'activité du site, les bases de données liées, les fichiers et ensembles d'informations utilisés en bureautique locale et partagés par tous les agents du site.
- Un système de sauvegarde-historisation-restauration des données et applications.
- Un accès aux logiciels transversaux :
 - Gestion des finances
 - Gestion des marchés
 - Système d'informations géographiques
 - Service INTRANET

IV Le siège du CG :

Architecture du centre informatique :

Il se compose d'un ensemble de 23 serveurs interconnectés sur un réseau primaire au moyen de switch ethernet optique à 1Ghz. Cette architecture offre des conditions de sécurité élevées (RAID 5) et utilise des procédures de sauvegarde centralisées sur l'ensemble des bases de données (journalières) et pour l'ensemble des fichiers (hebdomadaires).

La totalité de l'architecture informatique est accessible depuis tous les micro-ordinateurs de tous les sites par l'utilisation du réseau décrit ci-avant et via un ensemble de procédures de sécurité des accès. A ce propos, une charte des usages des données, matériels, accès internet... a été incluse au règlement intérieur de la collectivité.

Caractéristiques générale des serveurs :

OS : Windows NT4 server

BI Pentium 500 XEON

1 GO de RAM

Disque dur 400 GO

1- Serveurs APPLISRV.

- Utilisé pour les applications, de gestion documentaire Gdelib, Gabonnement, Gdossier.
- Héberge le logiciel de gestion des marchés publics MORCO (Rédactionnel, génération de RPAO, CCAP, contexte juridique).

2- Serveurs BUREAUSRV.

- Utilisé pour les applications bureautiques développées par le CG.
- Support du progiciel de calcul des métrés et devis BORNOT METRE (génération de métrés, bordereaux de prix correspondants)

3- Serveurs EXCHSRV.

- Utilisé pour les applications coopératives GROUPWARE – OUTLOOK.

4- Serveurs SIGSRV.

- Utilisé pour les applications SIG.
- Utilisé pour le progiciel CCTP-AO (Génération de CCPT, bordereaux de prix à partir d'une base d'informations actualisée)

5- Serveurs FINANSRV.

- Utilisé pour l'application de gestion financière et comptable.

6- Serveur MESSAGERIE.

- Utilisé pour la messagerie INTERNET.

7- Serveurs SAUVEGARDE.

- Réservé pour le logiciel ARCSERVE pour la sauvegarde.

8- Serveur ESCALA.

- Réservé pour le logiciel de gestion des ressources humaines.

9- Serveur FAX-RESEAU. (OS : Windows NT4 server, Pentium II 400) .

- Utilisé pour le fax-réseau .

10- Serveur ROUTESRV.(OS : Linux Mandrake 7.1,Pentium II 400).

- Gestionnaire de flux INTERNET.

11- Serveurs AUDSRV

- Utilisé pour les applications spécifiques d'Urbanisme

12- Serveurs NEWFOSRV.

- Réservé pour les applications de Gestion Electronique de Document.

13- Serveur PROXY

- OS : Linux Mandrake 7.1.
- Bi Pentium Pro 200.
- 160 Mo de mémoire.
- DD : 8 Go
- FIREWALL, Accès INTERNET.

Fiche N° 5

Description des pratiques générales du CG en matière de commande publique

Il n'existe actuellement aucune procédure spécifique au CG pour ce qui concerne la rédaction des cahiers des charges et les CCTP. Les services ont chacun ou presque leur pratique, dans le respect des contraintes du code des marchés, de la comptabilité publique, du contrôle de légalité bien sur.

La collectivité traite en moyenne 300 marchés par an répartis en :

- 100 MAPA
- 100 marchés négociés
- 100 appels d'offres

Pour ce qui concerne les commandes d'un montant inférieur à un seuil de 45.000 €, soit plus de 10.000 bons de commande, les services peuvent juger de l'opportunité d'une procédure de consultation.

La règle généralement pratiquée est la suivante :

- Si le montant est inférieur à 1.500 €. TTC l'achat est réalisé sur facture après une consultation de 3 fournisseurs minimum.
- Si le montant est compris entre 30.000 €. TTC et 45.000 €. TTC une publication d'un avis d'appel à concurrence et une consultation minimale sont effectuées.

La direction des affaires financières exerce un contrôle de forme sur les dossiers et pièces qui lui sont soumis avant de prendre en compte les certificats de paiement et d'effectuer la liquidation des factures. Elle met à jour la base de données « **fournisseur** ».

A la direction des affaires patrimoniales, deux juristes de formation ont en charge la rédaction et la gestion des contrats, conventions, délégation de service public..., bien que leur domaine de compétence ne couvre pas l'aspect marché public, leur avis est apprécié par les agents en charge de la réalisation des marchés.

Le service marché rédige les pièces administratives à l'aide du logiciel MORCO et constitue les DCE. Le service assure la gestion de la commission d'ouverture des plis ainsi que les questions réglementaires relatives aux consultations.

Il s'agit d'un service de 5 agents issus pour la plupart de la direction des finances.

I Les outils logiciels disponibles :

Le logiciel de gestion financière :

Assure l'engagement, le contrôle comptable et le paiement de l'ensemble des factures.

Il dispose d'un module « MARCHE PUBLIC » qui assure les fonctionnalités suivantes :

- Contrôle du dépassement du seuil de passation des marchés
- Contrôle de la cohérence engagement/dépense
- Contrôle et suivi des certificats de paiement au plan financier
- Contrôle du paiement des sous-traitants, co-traitants...Gestion des retenues et réserves

La base de données FOURNISSEUR est commune avec celle utilisée par MORCO

Le logiciel MORCO :

Permet l'élaboration des différentes pièces administratives des marchés de tous types :

- Avis d'appel à la concurrence
- Règlement Particulier de la consultation
- Cahier des clauses administratives particulières
- Acte d'engagement des candidats
- Bordereaux des prix unitaires

Ainsi que le suivi des marchés.

En s'appuyant sur une base juridique formalisée, remise à jour en fonction des jurisprudences et des évolutions du code des marchés, MORCO assure la fonction rédactionnelle et propose à l'utilisateur un cadre méthodologique adapté au marché à traiter.

La base de données FOURNISSEUR est commune avec celle utilisée par le logiciel de gestion financière

Un développement spécifique :

Assure le recensement de l'ensemble des marchés du CG et produit l'état des marchés en cours et des marchés soldés.

Les outils de bureautique : WORD et EXCEL

De nombreux services se sont constitués des fonds de documents WORD ou EXCEL qu'ils réutilisent pour leurs marchés successifs.

INTERNET

Depuis 2 ans, les avis de consultation passés par la CG sont publiés en parallèle aux publications légales, sur le site internet de la collectivité. Il est admis, dans le cadre d'une consultation liée à une commande dont le montant est inférieur aux seuils des 1500 € que les réponses des candidats puissent être faites sur internet via une boîte à message spécialisée.

Le transfert des diverses pièces d'un marché peut être effectué par messagerie si le candidat le souhaite. Il faut remarquer que ce dispositif pose des difficultés dès que le dossier de consultation contient des plans de format supérieur au A4 et qu'il n'est pas possible de s'assurer de la bonne réception des dossiers par les entreprises, ni de l'identité des personnes qui retirent des dossiers.

DOCUMENT N°1

18/07/2001 11:21 Conseil des ministres : présentation du projet de loi transposant la directive "données personnelles"



La garde des Sceaux, Marylise Lebranchu, a présenté mercredi 18 juillet un projet de loi relatif à la protection des personnes à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Ce texte modifie la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Ce projet de loi a pour objet d'assurer la transposition de la directive européenne du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Au-delà de cette transposition, il vise à adapter le droit des fichiers informatiques aux progrès technologiques et aux réalités contemporaines, dans le respect des principes fondamentaux posés par la loi du 6 janvier 1978.

Ce projet de loi s'organise autour de trois axes majeurs :

- le renforcement des droits fondamentaux des personnes dès lors que des données font l'objet d'un fichier
- la consécration de la CNIL comme l'autorité administrative indépendante chargée du contrôle de la mise en œuvre de la loi.
- la rationalisation des formalités préalables exigées pour la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel

Le système français, précurseur de l'accès aux données personnelles

Si la loi "informatique et libertés" de 1978 faisait encore figure il y a vingt ans d'exception française, cet exemple a, depuis, été suivi par de nombreux pays dans le monde.

"Tous les pays de l'Union européenne notamment se sont dotés au fil des ans, d'une loi proche de la notre et d'une autorité de contrôle indépendante"

souligne à cet égard Michel Gentot, Président de la CNIL.

Ce mouvement général semble ainsi démentir les prévisions les plus pessimistes en raison du développement des nouvelles technologies. *"Internet est peut-être rétif aux lois nationales, mais jamais une technologie n'avait à ce point suscité un besoin de garanties pour les personnes, de transparence sur son fonctionnement, de protection de la vie privée."*

En ce domaine, l'Europe, et la France avec elle, paraissent exemplaires."

Vers une plus grande protection des données à caractère personnel

La nouveauté de ce projet de loi "relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel" réside principalement dans la modification du régime de création des fichiers informatiques.

La protection des données personnelles et de la vie privée est en effet devenue

un enjeu majeur, comme le notifie l'article 8 de la Charte des droits fondamentaux, qui a été proclamée solennellement à l'occasion du Conseil européen de Nice le 7 décembre 2000, en témoigne.

Le projet de loi préconise le renforcement des droits fondamentaux des personnes dès lors que des données, de quelque nature qu'elles soient (informations nominatives, voix, image, empreintes génétiques ...), font l'objet d'un fichier, sous forme d'un traitement automatisé ou non. Par ailleurs, il renforce les obligations pesant sur les responsables des fichiers. En particulier, le caractère discrétionnaire du droit d'opposition des personnes à l'inscription dans un fichier, notamment commercial, est mieux reconnu ;

Huit catégories de fichiers seront donc désormais soumis à une autorisation de la CNIL, selon la nature des données qu'ils contiennent ou selon leur finalité. Il s'agit principalement des fichiers contenant des données sur les origines raciales et opinions politiques, les données génétiques, les données relatives aux condamnations, etc.

Ce projet de loi s'intéresse notamment aux fichiers informatiques constitués par les administrations, la police ou les entreprises commerciales.

De nouveaux pouvoirs de contrôle et de sanction attribués à la CNIL

Le projet de loi présenté consacre la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), (dont la composition est, à une exception près, inchangée), comme l'autorité administrative indépendante chargée du contrôle de la mise en œuvre de la loi.

La Commission voit ainsi ses pouvoirs substantiellement développés. Elle sera, en particulier, dotée de pouvoirs d'investigation, d'injonction et de sanction administrative qui lui permettront d'exercer un contrôle a posteriori sur les traitements de données y compris, le cas échéant, ceux des services de police.

La Commission, composée de 17 membres, pourra prononcer des sanctions administratives et notamment des amendes pouvant aller jusqu'à 150.000 euros (983.935,50 francs), le double en cas de récidive.

Par ailleurs, les particuliers pourront désormais faire retirer leur nom d'un fichier commercial sans frais et sans avoir à motiver leur démarche, comme c'était le cas auparavant.

Une autorisation préalable pour les fichiers dits "sensibles"

La création de ces fichiers commerciaux, utilisés pour la prospection, sera soumise plus systématiquement à un contrôle préalable de la CNIL et non plus seulement à une simple déclaration préalable. L'autorisation de la CNIL sera nécessaire si le fichier comporte des informations considérées comme privées ou "sensibles". Cette mesure a pour but d'interdire par exemple aux banques la création de fichiers recensant les clients ayant des difficultés financières.

Enfin, le texte limite la possibilité de transférer des fichiers d'Etat à l'étranger, et le conditionne à l'état des libertés dans le pays destinataire.

Le projet sera soumis au Parlement avant la fin de l'année et le ministère de la Justice juge *"difficile mais possible"* une adoption définitive avant la fin de la législature.

DOCUMENT N°2

EXTRAITS

Projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

TITRE I^{ER} MODIFICATIONS DU CODE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Article 1^{er}

Le code des postes et télécommunications devient le code des postes et des communications électroniques. Dans ce code, les mots : « télécommunication » et « télécommunications » sont remplacés par les mots : « communications électroniques », sauf dans les mots : « Autorité de régulation des télécommunications ».

Le code des postes et des communications électroniques est modifié conformément aux dispositions du présent titre.

Article 2

L'article L. 32 est modifié comme suit :

I. - Le 1° est ainsi rédigé :

« 1° Communications électroniques.

« On entend par communications électroniques les émissions, transmissions ou réceptions de signes, de signaux, d'écrits, d'images ou de sons, par voie électromagnétique. »

II. - Le 2° est ainsi rédigé :

« 2° Réseau de communications électroniques.

« On entend par réseau de communications électroniques toute installation ou tout ensemble d'installations de transport ou de diffusion ainsi que, le cas échéant, les autres moyens assurant l'acheminement de communications électroniques, notamment ceux de commutation et de routage.

« Sont notamment considérés comme des réseaux de communications électroniques : les réseaux satellitaires, les réseaux terrestres, les systèmes utilisant le réseau électrique pour autant qu'ils servent à l'acheminement de communications électroniques et les réseaux assurant la diffusion ou utilisés pour la distribution de services de communication audiovisuelle. »

III. - Le 3° est complété par les mots : « ou de services de communication audiovisuelle ».

IV. - Après le 3° *bis*, est inséré un 3° *ter* ainsi rédigé :

« 3° *ter* Boucle locale.

« On entend par boucle locale l'installation qui relie le point de terminaison du réseau dans les locaux de l'abonné au répartiteur principal ou à toute autre installation équivalente d'un réseau de

communications électroniques fixe ouvert au public. »

V. - Le 4° est ainsi rédigé :

« 4° Réseau indépendant.

« On entend par réseau indépendant un réseau de communications électroniques réservé à l'usage d'une ou plusieurs personnes constituant un groupe fermé d'utilisateurs, en vue d'échanger des communications internes au sein de ce groupe. »

VI. - Au 5°, le mot : « indépendant » est remplacé par les mots : « de communications électroniques ».

VII. - Le 6° est ainsi rédigé :

« 6° Services de communications électroniques.

« On entend par services de communications électroniques les prestations consistant entièrement ou principalement en la fourniture de communications électroniques. Ne sont pas visés les services consistant à éditer ou à distribuer des services de communication audiovisuelle. »

VIII. - Au 7°, les mots : « au départ et à destination de réseaux ouverts au public commutés » sont supprimés.

IX. - Le 8° est ainsi rédigé :

« 8° Accès.

« On entend par accès toute mise à disposition de moyens, matériels ou logiciels, ou de services, en vue de permettre au bénéficiaire de fournir des services de communications électroniques. Ne sont pas visés par le présent code les systèmes d'accès sous condition et les systèmes techniques permettant la réception de services de communication audiovisuelle, définis et réglementés par la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. »

X. - Au premier alinéa du 9°, après le mot : « réciproques », sont insérés les mots : « d'accès ».

XI. - Le second alinéa du 9° est abrogé.

XII. - La deuxième phrase du 10° est ainsi rédigée :

« Ne sont pas visés les équipements permettant exclusivement d'accéder à des services de radio et de télévision. »

XIII. - Au 12°, les mots : « la protection de l'environnement et la prise en compte des contraintes d'urbanisme et d'aménagement du territoire, » sont supprimés et le dernier alinéa est abrogé.

XIV. - Les 13° et 14° sont ainsi rédigés :

« 13° Numéro géographique.

« On entend par numéro géographique tout numéro du plan national de numérotation téléphonique dont la structure contient une indication géographique utilisée pour acheminer les appels vers le point de terminaison du réseau correspondant.

« 14° Numéro non géographique.

« On entend par numéro non géographique tout numéro du plan national de numérotation téléphonique qui n'est pas un numéro géographique. »

Article 3

L'article L. 32-1 est modifié comme suit :

I. - Au 1° du I, les mots : « autorisations et » sont supprimés et les mots : «, qui sont délivrées ou vérifiées dans des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et proportionnées aux objectifs poursuivis » sont remplacés par les mots : « et sous réserve, le cas échéant, des autorisations prévues au titre II et par la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ».

II. - A la deuxième phrase du 3° du I, les mots : « dans les conditions prévues au chapitre IV » sont supprimés.

III. - Au 3° du II, après les mots : « l'emploi, » sont insérés les mots : « de l'investissement efficace dans les infrastructures, ».

IV. - Le 5° du II est complété par les mots : « , ainsi que de la protection des données à caractère personnel ».

V. - Au 7° du II, après le mot : « utilisateurs », sont insérés les mots : « , notamment handicapés, ».

VI. - Le II est complété par les dispositions suivantes :

« 9° A l'absence de discrimination dans le traitement des opérateurs ;

« 10° A la mise en place et au développement de réseaux et de services et à l'interopérabilité des services au niveau européen ;

« 11° A l'utilisation et à la gestion efficaces des fréquences radioélectriques et des ressources de numérotation ;

« 12° A un niveau élevé de protection des consommateurs, grâce notamment à la publicité des tarifs ;

« 13° Au respect de la plus grande neutralité possible, d'un point de vue technologique, des mesures qu'ils prennent. »

VII. - Il est ajouté un III ainsi rédigé :

« III. - Lorsque, dans le cadre des dispositions du présent code, le ministre chargé des communications électroniques et l'Autorité de régulation des télécommunications envisagent d'adopter des mesures ayant une incidence importante sur un marché, ils rendent publiques les mesures envisagées dans un délai raisonnable avant leur adoption et recueillent les observations qui sont faites à leur sujet. Le résultat de ces consultations est rendu public, sous réserve des secrets protégés par la loi.

« L'autorité met en place un service permettant de prendre connaissance des consultations prévues par l'alinéa précédent. »

Article 4

I. - L'article L. 32-2 est abrogé.

II. - L'article L. 32-3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 32-3. - Les opérateurs, ainsi que les membres de leur personnel, sont tenus de respecter le secret des correspondances. »

III. - L'article L. 32-4 est modifié comme suit :

1° Au 1°, les mots : « par les textes législatifs ou réglementaires ou par l'autorisation qui leur a été délivrée » sont remplacés par les mots : « par le présent code ou par les textes pris pour son application » ;

2° Le 2° est ainsi rédigé :

« 2° Procéder auprès des mêmes personnes à des enquêtes.

« Ces enquêtes sont menées par des fonctionnaires et agents du ministère chargé des communications électroniques et de l'Autorité de régulation des télécommunications habilités à cet effet par le ministre chargé des communications électroniques et assermentés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Elles donnent lieu à procès-verbal. Un double en est transmis dans les cinq jours aux personnes intéressées.

« Les fonctionnaires et agents mentionnés à l'alinéa précédent peuvent accéder aux locaux, terrains ou moyens de transport à usage professionnel utilisés par les personnes exploitant des réseaux de communications électroniques ou fournissant des services de communications électroniques, demander la communication de tous documents professionnels nécessaires et en prendre copie.

LOIS**LOI n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (1)**NOR : *ECOX0200175L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2004-496 DC du 10 juin 2004 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}**DE LA LIBERTÉ DE COMMUNICATION EN LIGNE****CHAPITRE I^{er}****La communication au public en ligne****Article 1^{er}**

I. – L'article 1^{er} de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est ainsi rédigé :

« **Art. 1^{er}.** – La communication au public par voie électronique est libre.

« L'exercice de cette liberté ne peut être limité que dans la mesure requise, d'une part, par le respect de la dignité de la personne humaine, de la liberté et de la propriété d'autrui, du caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion et, d'autre part, par la sauvegarde de l'ordre public, par les besoins de la défense nationale, par les exigences de service public, par les contraintes techniques inhérentes aux moyens de communication, ainsi que par la nécessité, pour les services audiovisuels, de développer la production audiovisuelle.

« Les services audiovisuels comprennent les services de communication audiovisuelle telle que définie à l'article 2 ainsi que l'ensemble des services mettant à disposition du public ou d'une catégorie de public des œuvres audiovisuelles, cinématographiques ou sonores, quelles que soient les modalités techniques de cette mise à disposition. »

II. – L'article 2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée est ainsi rédigé :

« **Art. 2.** – On entend par communications électroniques les émissions, transmissions ou réceptions de signes, de signaux, d'écrits, d'images ou de sons, par voie électromagnétique.

« On entend par communication au public par voie électronique toute mise à disposition du public ou de catégories de public, par un procédé de communication électronique, de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature qui n'ont pas le caractère d'une correspondance privée.

« On entend par communication audiovisuelle toute communication au public de services de radio ou de télévision, quelles que soient les modalités de mise à disposition auprès du public, ainsi que toute communication au public par voie électronique de services autres que de radio et de télévision et ne relevant pas de la communication au public en ligne telle que définie à l'article 1^{er} de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.

« Est considéré comme service de télévision tout service de communication au public par voie électronique destiné à être reçu simultanément par l'ensemble du public ou par une catégorie de public et dont le programme principal est composé d'une suite ordonnée d'émissions comportant des images et des sons.

« Est considéré comme service de radio tout service de communication au public par voie électronique destiné à être reçu simultanément par l'ensemble du public ou par une catégorie de public et dont le programme principal est composé d'une suite ordonnée d'émissions comportant des sons. »

III. – Après l'article 3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée, il est inséré un article 3-1 ainsi rédigé :

« **Art. 3-1.** – Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, autorité indépendante, garantit l'exercice de la liberté de communication audiovisuelle en matière de radio et de télévision par tout procédé de communication électronique, dans les conditions définies par la présente loi.

« Il assure l'égalité de traitement ; il garantit l'indépendance et l'impartialité du secteur public de la radio et de la télévision ; il veille à favoriser la libre concurrence et l'établissement de relations non discriminatoires entre éditeurs et distributeurs de services ; il veille à la qualité et à la diversité des programmes, au

développement de la production et de la création audiovisuelles nationales ainsi qu'à la défense et à l'illustration de la langue et de la culture françaises. Il peut formuler des propositions sur l'amélioration de la qualité des programmes.

« Le conseil peut adresser aux éditeurs et distributeurs de services de radio et de télévision ainsi qu'aux éditeurs de services mentionnés à l'article 30-5 des recommandations relatives au respect des principes énoncés dans la présente loi. Ces recommandations sont publiées au *Journal officiel* de la République française. »

IV. — Ainsi qu'il est dit à l'article 1^{er} de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, la communication au public par voie électronique est libre.

L'exercice de cette liberté ne peut être limité que dans la mesure requise, d'une part, par le respect de la dignité de la personne humaine, de la liberté et de la propriété d'autrui, du caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion et, d'autre part, par la sauvegarde de l'ordre public, par les besoins de la défense nationale, par les exigences de service public, par les contraintes techniques inhérentes aux moyens de communication, ainsi que par la nécessité, pour les services audiovisuels, de développer la production audiovisuelle.

On entend par communication au public par voie électronique toute mise à disposition du public ou de catégories de public, par un procédé de communication électronique, de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature qui n'ont pas le caractère d'une correspondance privée.

On entend par communication au public en ligne toute transmission, sur demande individuelle, de données numériques n'ayant pas un caractère de correspondance privée, par un procédé de communication électronique permettant un échange réciproque d'informations entre l'émetteur et le récepteur.

On entend par courrier électronique tout message, sous forme de texte, de voix, de son ou d'image, envoyé par un réseau public de communication, stocké sur un serveur du réseau ou dans l'équipement terminal du destinataire, jusqu'à ce que ce dernier le récupère.

Article 2

I. — Aux articles 93, 93-2 et 93-3 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, les mots : « communication audiovisuelle » sont remplacés par les mots : « communication au public par voie électronique ».

II. — A l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, les mots : « communication audiovisuelle » sont remplacés par les mots : « communication au public par voie électronique ».

III. — Aux articles 131-10, 131-35 et 131-39 du code pénal, les mots : « communication audiovisuelle » sont remplacés par les mots : « communication au public par voie électronique ».

IV. — Aux articles 177-1 et 212-1 du code de procédure pénale, les mots : « communication audiovisuelle » sont remplacés par les mots : « communication au public par voie électronique ».

V. — Aux articles L. 49 et L. 52-2 du code électoral, les mots : « communication audiovisuelle » sont remplacés par les mots : « communication au public par voie électronique ».

VI. — A l'article 66 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, les mots : « communication audiovisuelle » sont remplacés par les mots : « communication au public par voie électronique ».

VII. — Aux articles 18-2, 18-3 et 18-4 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, les mots : « communication audiovisuelle » sont remplacés par les mots : « communication au public par voie électronique ».

Article 3

L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics et les personnes privées chargées d'une mission de service public veillent à ce que l'accès et l'usage des nouvelles technologies de l'information permettent à leurs agents et personnels handicapés d'exercer leurs missions.

Article 4

On entend par standard ouvert tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre.

CHAPITRE II

Les prestataires techniques

Article 5

I. — Le chapitre VI du titre II de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée est abrogé.

II. — Le dernier alinéa du I de l'article 6 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 précitée est supprimé.

Article 6

1. – 1. Les personnes dont l'activité est d'offrir un accès à des services de communication au public en ligne informent leurs abonnés de l'existence de moyens techniques permettant de restreindre l'accès à certains services ou de les sélectionner et leur proposent au moins un de ces moyens.

2. Les personnes physiques ou morales qui assurent, même à titre gratuit, pour mise à disposition du public par des services de communication au public en ligne, le stockage de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature fournis par des destinataires de ces services ne peuvent pas voir leur responsabilité civile engagée du fait des activités ou des informations stockées à la demande d'un destinataire de ces services si elles n'avaient pas effectivement connaissance de leur caractère illicite ou de faits et circonstances faisant apparaître ce caractère ou si, dès le moment où elles en ont eu cette connaissance, elles ont agi promptement pour retirer ces données ou en rendre l'accès impossible.

L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque le destinataire du service agit sous l'autorité ou le contrôle de la personne visée audit alinéa.

3. Les personnes visées au 2 ne peuvent voir leur responsabilité pénale engagée à raison des informations stockées à la demande d'un destinataire de ces services si elles n'avaient pas effectivement connaissance de l'activité ou de l'information illicites ou si, dès le moment où elles en ont eu connaissance, elles ont agi promptement pour retirer ces informations ou en rendre l'accès impossible.

L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque le destinataire du service agit sous l'autorité ou le contrôle de la personne visée audit alinéa.

4. Le fait, pour toute personne, de présenter aux personnes mentionnées au 2 un contenu ou une activité comme étant illicite dans le but d'en obtenir le retrait ou d'en faire cesser la diffusion, alors qu'elle sait cette information inexacte, est puni d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

5. La connaissance des faits litigieux est présumée acquise par les personnes désignées au 2 lorsqu'il leur est notifié les éléments suivants :

- la date de la notification ;
- si le notifiant est une personne physique : ses nom, prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance ; si le requérant est une personne morale : sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement ;
- les nom et domicile du destinataire ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- la description des faits litigieux et leur localisation précise ;
- les motifs pour lesquels le contenu doit être retiré, comprenant la mention des dispositions légales et des justifications de faits ;
- la copie de la correspondance adressée à l'auteur ou à l'éditeur des informations ou activités litigieuses demandant leur interruption, leur retrait ou leur modification, ou la justification de ce que l'auteur ou l'éditeur n'a pu être contacté.

6. Les personnes mentionnées aux 1 et 2 ne sont pas des producteurs au sens de l'article 93-3 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

7. Les personnes mentionnées aux 1 et 2 ne sont pas soumises à une obligation générale de surveiller les informations qu'elles transmettent ou stockent, ni à une obligation générale de rechercher des faits ou des circonstances révélant des activités illicites.

Le précédent alinéa est sans préjudice de toute activité de surveillance ciblée et temporaire demandée par l'autorité judiciaire.

Compte tenu de l'intérêt général attaché à la répression de l'apologie des crimes contre l'humanité, de l'incitation à la haine raciale ainsi que de la pornographie infantile, les personnes mentionnées ci-dessus doivent concourir à la lutte contre la diffusion des infractions visées aux cinquième et huitième alinéas de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et à l'article 227-23 du code pénal.

A ce titre, elles doivent mettre en place un dispositif facilement accessible et visible permettant à toute personne de porter à leur connaissance ce type de données. Elles ont également l'obligation, d'une part, d'informer promptement les autorités publiques compétentes de toutes activités illicites mentionnées à l'alinéa précédent qui leur seraient signalées et qu'exerceraient les destinataires de leurs services, et, d'autre part, de rendre publics les moyens qu'elles consacrent à la lutte contre ces activités illicites.

Tout manquement aux obligations définies à l'alinéa précédent est puni des peines prévues au 1 du VI.

8. L'autorité judiciaire peut prescrire en référé ou sur requête, à toute personne mentionnée au 2 ou, à défaut, à toute personne mentionnée au 1, toutes mesures propres à prévenir un dommage ou à faire cesser un dommage occasionné par le contenu d'un service de communication au public en ligne.

II. – Les personnes mentionnées aux 1 et 2 du I détiennent et conservent les données de nature à permettre l'identification de quiconque a contribué à la création du contenu ou de l'un des contenus des services dont elles sont prestataires.

Elles fournissent aux personnes qui éditent un service de communication au public en ligne des moyens techniques permettant à celles-ci de satisfaire aux conditions d'identification prévues au III.

L'autorité judiciaire peut requérir communication auprès des prestataires mentionnés aux 1 et 2 du I des données mentionnées au premier alinéa.

Les dispositions des articles 226-17, 226-21 et 226-22 du code pénal sont applicables au traitement de ces données.

Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, définit les données mentionnées au premier alinéa et détermine la durée et les modalités de leur conservation.

III. – 1. Les personnes dont l'activité est d'éditer un service de communication au public en ligne mettent à disposition du public, dans un standard ouvert :

a) S'il s'agit de personnes physiques, leurs nom, prénoms, domicile et numéro de téléphone et, si elles sont assujetties aux formalités d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, le numéro de leur inscription ;

b) S'il s'agit de personnes morales, leur dénomination ou leur raison sociale et leur siège social, leur numéro de téléphone et, s'il s'agit d'entreprises assujetties aux formalités d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, le numéro de leur inscription, leur capital social, l'adresse de leur siège social ;

c) Le nom du directeur ou du codirecteur de la publication et, le cas échéant, celui du responsable de la rédaction au sens de l'article 93-2 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 précitée ;

d) Le nom, la dénomination ou la raison sociale et l'adresse et le numéro de téléphone du prestataire mentionné au 2 du I.

2. Les personnes éditant à titre non professionnel un service de communication au public en ligne peuvent ne tenir à la disposition du public, pour préserver leur anonymat, que le nom, la dénomination ou la raison sociale et l'adresse du prestataire mentionné au 2 du I, sous réserve de lui avoir communiqué les éléments d'identification personnelle prévus au 1.

Les personnes mentionnées au 2 du I sont assujetties au secret professionnel dans les conditions prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal, pour tout ce qui concerne la divulgation de ces éléments d'identification personnelle ou de toute information permettant d'identifier la personne concernée. Ce secret professionnel n'est pas opposable à l'autorité judiciaire.

IV. – Toute personne nommée ou désignée dans un service de communication au public en ligne dispose d'un droit de réponse, sans préjudice des demandes de correction ou de suppression du message qu'elle peut adresser au service, *[Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 2004-496 DC du 10 juin 2004]*.

La demande d'exercice du droit de réponse est adressée au directeur de la publication ou, lorsque la personne éditant à titre non professionnel a conservé l'anonymat, à la personne mentionnée au 2 du I qui la transmet sans délai au directeur de la publication. Elle est présentée au plus tard dans un délai de trois mois à compter de *[Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 2004-496 DC du 10 juin 2004]* la mise à disposition du public du message justifiant cette demande.

Le directeur de la publication est tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le service de communication au public en ligne sous peine d'une amende de 3 750 €, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

Les conditions d'insertion de la réponse sont celles prévues par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 précitée. La réponse sera toujours gratuite.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

V. – Les dispositions des chapitres IV et V de la loi du 29 juillet 1881 précitée sont applicables aux services de communication au public en ligne et la prescription acquise dans les conditions prévues par l'article 65 de ladite loi *[Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 2004-496 DC du 10 juin 2004]*.

[Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 2004-496 DC du 10 juin 2004.]

VI. – 1. Est puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende le fait, pour une personne physique ou le dirigeant de droit ou de fait d'une personne morale exerçant l'une des activités définies aux 1 et 2 du I, de ne pas satisfaire aux obligations définies au quatrième alinéa du 7 du I, de ne pas avoir conservé les éléments d'information visés au II ou de ne pas déférer à la demande d'une autorité judiciaire d'obtenir communication desdits éléments.

Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables de ces infractions dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal. Elles encourent une peine d'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du même code, ainsi que les peines mentionnées aux 2° et 9° de l'article 131-39 de ce code. L'interdiction mentionnée au 2° de cet article est prononcée pour une durée de cinq ans au plus et porte sur l'activité professionnelle dans l'exercice ou à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise.

2. Est puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende le fait, pour une personne physique ou le dirigeant de droit ou de fait d'une personne morale exerçant l'activité définie au III, de ne pas avoir respecté les prescriptions de ce même article.

Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables de ces infractions dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal. Elles encourent une peine d'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du même code, ainsi que les peines mentionnées aux 2° et 9° de l'article 131-39 de ce code. L'interdiction mentionnée au 2° de cet article est prononcée pour une durée de cinq ans au plus et porte sur l'activité professionnelle dans l'exercice ou à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise.

Article 7

Lorsque les personnes visées au 1 du I de l'article 6 invoquent, à des fins publicitaires, la possibilité qu'elles offrent de télécharger des fichiers dont elles ne sont pas les fournisseurs, elles font figurer dans cette publicité une mention facilement identifiable et lisible rappelant que le piratage nuit à la création artistique.

Article 8

I. – Il est inséré, après le cinquième alinéa de l'article L. 332-1 du code de la propriété intellectuelle, deux alinéas ainsi rédigés :

« 4° La suspension, par tout moyen, du contenu d'un service de communication au public en ligne portant atteinte à l'un des droits de l'auteur, y compris en ordonnant de cesser de stocker ce contenu ou, à défaut, de cesser d'en permettre l'accès. Dans ce cas, le délai prévu à l'article L. 332-2 est réduit à quinze jours.

« Le président du tribunal de grande instance peut, dans les mêmes formes, ordonner les mesures prévues aux 1° à 4° à la demande des titulaires de droits voisins définis au livre II. »

II. – Au deuxième alinéa de l'article L. 335-6 du même code, après les mots : « ainsi que sa publication intégrale ou par extraits dans les journaux », sont insérés les mots : « ou sur les services de communication au public en ligne ».

Article 9

I. – Après l'article L. 32-3-2 du code des postes et télécommunications, il est rétabli un article L. 32-3-3 et il est inséré un article L. 32-3-4 ainsi rédigés :

« Art. L. 32-3-3. – Toute personne assurant une activité de transmission de contenus sur un réseau de télécommunications ou de fourniture d'accès à un réseau de télécommunications ne peut voir sa responsabilité civile ou pénale engagée à raison de ces contenus que dans les cas où soit elle est à l'origine de la demande de transmission litigieuse, soit elle sélectionne le destinataire de la transmission, soit elle sélectionne ou modifie les contenus faisant l'objet de la transmission.

« Art. L. 32-3-4. – Toute personne assurant dans le seul but de rendre plus efficace leur transmission ultérieure, une activité de stockage automatique, intermédiaire et temporaire des contenus qu'un prestataire transmet ne peut voir sa responsabilité civile ou pénale engagée à raison de ces contenus que dans l'un des cas suivants :

« 1° Elle a modifié ces contenus, ne s'est pas conformée à leurs conditions d'accès et aux règles usuelles concernant leur mise à jour ou a entravé l'utilisation licite et usuelle de la technologie utilisée pour obtenir des données ;

« 2° Elle n'a pas agi avec promptitude pour retirer les contenus qu'elle a stockés ou pour en rendre l'accès impossible, dès qu'elle a effectivement eu connaissance, soit du fait que les contenus transmis initialement ont été retirés du réseau, soit du fait que l'accès aux contenus transmis initialement a été rendu impossible, soit du fait que les autorités judiciaires ont ordonné de retirer du réseau les contenus transmis initialement ou d'en rendre l'accès impossible. »

II. – L'article L. 32-6 du même code est complété par un II ainsi rédigé :

« II. – Sans préjudice de leur application de plein droit à Mayotte en vertu du 8° du I de l'article 3 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte, les articles L. 32-3-3 et L. 32-3-4 sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises. »

CHAPITRE III

Régulation de la communication

Article 10

I. – L'article 42-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée est ainsi modifié :

1° Dans le deuxième alinéa (1°), les mots : « de l'autorisation » sont remplacés par les mots : « de l'édition ou de la distribution du ou des services » ;

2° Dans le troisième alinéa (2°), après les mots : « de l'autorisation », sont insérés les mots : « ou de la convention » ;

3° Après les mots : « assortie éventuellement », la fin du quatrième alinéa (3°) est ainsi rédigée : « d'une suspension de l'édition ou de la distribution du ou des services ou d'une partie du programme ; » ;

4° Le cinquième alinéa (4°) est complété par les mots : « ou la résiliation unilatérale de la convention. »

II. – Après le premier alinéa de l'article 42-2 de la même loi, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque le manquement est constitutif d'une infraction pénale, le montant de la sanction pécuniaire ne peut excéder celui prévu pour l'amende pénale.

« Lorsque le Conseil supérieur de l'audiovisuel a prononcé une sanction pécuniaire devenue définitive avant que le juge pénal ait statué définitivement sur les mêmes faits ou des faits connexes, celui-ci peut ordonner que la sanction pécuniaire s'impute sur l'amende qu'il prononce. »

Article 11

L'article 42-4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée est ainsi modifié :

1° Dans la première phrase, les mots : « titulaires d'autorisation pour l'exploitation d'un service de communication audiovisuelle » sont remplacés par les mots : « éditeurs de services de radiodiffusion sonore ou de télévision » ;

2° Après la première phrase, sont insérées deux phrases ainsi rédigées :

« Le Conseil supérieur de l'audiovisuel demande à l'intéressé de lui présenter ses observations dans un délai de deux jours francs à compter de la réception de cette demande. La décision est ensuite prononcée sans que soit mise en œuvre la procédure prévue à l'article 42-7. » ;

3° La dernière phrase est complétée par les mots : « dans les conditions fixées à l'article 42-2 ».

Article 12

A la fin de l'article 48-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée, les mots : « et à la condition que le manquement ne soit pas constitutif d'une infraction pénale » sont supprimés.

Article 13

Dans le second alinéa de l'article 1^{er} de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée, après les mots : « d'autre part », sont insérés les mots : « par la protection de l'enfance et de l'adolescence, ».

TITRE II

DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

CHAPITRE I^{er}

Principes généraux

Article 14

Le commerce électronique est l'activité économique par laquelle une personne propose ou assure à distance et par voie électronique la fourniture de biens ou de services.

Entrent également dans le champ du commerce électronique les services tels que ceux consistant à fournir des informations en ligne, des communications commerciales et des outils de recherche, d'accès et de récupération de données, d'accès à un réseau de communication ou d'hébergement d'informations, y compris lorsqu'ils ne sont pas rémunérés par ceux qui les reçoivent.

Une personne est regardée comme étant établie en France au sens du présent chapitre lorsqu'elle s'y est installée d'une manière stable et durable pour exercer effectivement son activité, quel que soit, s'agissant d'une personne morale, le lieu d'implantation de son siège social.

Article 15

I. – Toute personne physique ou morale exerçant l'activité définie au premier alinéa de l'article 14 est responsable de plein droit à l'égard de l'acheteur de la bonne exécution des obligations résultant du contrat, que ces obligations soient à exécuter par elle-même ou par d'autres prestataires de services, sans préjudice de son droit de recours contre ceux-ci.

Toutefois, elle peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité en apportant la preuve que l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est imputable, soit à l'acheteur, soit au fait, imprévisible et insurmontable, d'un tiers étranger à la fourniture des prestations prévues au contrat, soit à un cas de force majeure.

II. – L'article L. 121-20-3 du code de la consommation est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le professionnel est responsable de plein droit à l'égard du consommateur de la bonne exécution des obligations résultant du contrat conclu à distance, que ces obligations soient à exécuter par le professionnel qui a conclu ce contrat ou par d'autres prestataires de services, sans préjudice de son droit de recours contre ceux-ci.

« Toutefois, il peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité en apportant la preuve que l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est imputable, soit au consommateur, soit au fait, imprévisible et insurmontable, d'un tiers au contrat, soit à un cas de force majeure. »

Article 16

I. – L'activité définie à l'article 14 s'exerce librement sur le territoire national à l'exclusion des domaines suivants :

- 1° Les jeux d'argent, y compris sous forme de paris et de loteries, légalement autorisés ;
- 2° Les activités de représentation et d'assistance en justice ;
- 3° Les activités exercées par les notaires en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat.

II. – En outre, lorsqu'elle est exercée par des personnes établies dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France, l'activité définie à l'article 14 est soumise au respect :

- 1° Des dispositions relatives au libre établissement et à la libre prestation des services à l'intérieur de la Communauté européenne dans le domaine de l'assurance, prévues aux articles L. 361-1 à L. 364-1 du code des assurances ;
- 2° Des dispositions relatives à la publicité et au démarchage des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, prévues à l'article L. 214-12 du code monétaire et financier ;
- 3° Des dispositions relatives aux pratiques anticoncurrentielles et à la concentration économique, prévues aux titres II et III du livre IV du code de commerce ;
- 4° Des dispositions relatives à l'interdiction ou à l'autorisation de la publicité non sollicitée envoyée par courrier électronique ;
- 5° Des dispositions du code général des impôts ;
- 6° Des droits protégés par le code de la propriété intellectuelle.

Article 17

L'activité définie à l'article 14 est soumise à la loi de l'Etat membre sur le territoire duquel la personne qui l'exerce est établie, sous réserve de la commune intention de cette personne et de celle à qui sont destinés les biens ou services.

L'application de l'alinéa précédent ne peut avoir pour effet :

- 1° De priver un consommateur ayant sa résidence habituelle sur le territoire national de la protection que lui assurent les dispositions impératives de la loi française relatives aux obligations contractuelles, conformément aux engagements internationaux souscrits par la France. Au sens du présent article, les dispositions relatives aux obligations contractuelles comprennent les dispositions applicables aux éléments du contrat, y compris celles qui définissent les droits du consommateur, qui ont une influence déterminante sur la décision de contracter ;
- 2° De déroger aux règles de forme impératives prévues par la loi française pour les contrats créant ou transférant des droits sur un bien immobilier situé sur le territoire national ;
- 3° De déroger aux règles déterminant la loi applicable aux contrats d'assurance pour les risques situés sur le territoire d'un ou plusieurs Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen et pour les engagements qui y sont pris, prévues aux articles L. 181-1 à L. 183-2 du code des assurances.

Article 18

Dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, des mesures restreignant, au cas par cas, le libre exercice de leur activité par les personnes mentionnées à l'article 16 peuvent être prises par l'autorité administrative lorsqu'il est porté atteinte ou qu'il existe un risque sérieux et grave d'atteinte au maintien de l'ordre et de la sécurité publics, à la protection des mineurs, à la protection de la santé publique, à la préservation des intérêts de la défense nationale ou à la protection des personnes physiques qui sont des consommateurs ou des investisseurs autres que les investisseurs appartenant à un cercle restreint définis à l'article L. 411-2 du code monétaire et financier.

Article 19

Sans préjudice des autres obligations d'information prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, toute personne qui exerce l'activité définie à l'article 14 est tenue d'assurer à ceux à qui est destinée la fourniture de biens ou la prestation de services un accès facile, direct et permanent utilisant un standard ouvert aux informations suivantes :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom et prénoms et, s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale ;

2° L'adresse où elle est établie, son adresse de courrier électronique, ainsi que son numéro de téléphone ;

3° Si elle est assujettie aux formalités d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, le numéro de son inscription, son capital social et l'adresse de son siège social ;

4° Si elle est assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée et identifiée par un numéro individuel en application de l'article 286 *ter* du code général des impôts, son numéro individuel d'identification ;

5° Si son activité est soumise à un régime d'autorisation, le nom et l'adresse de l'autorité ayant délivré celle-ci ;

6° Si elle est membre d'une profession réglementée, la référence aux règles professionnelles applicables, son titre professionnel, l'Etat membre dans lequel il a été octroyé ainsi que le nom de l'ordre ou de l'organisme professionnel auprès duquel elle est inscrite.

Toute personne qui exerce l'activité définie à l'article 14 doit, même en l'absence d'offre de contrat, dès lors qu'elle mentionne un prix, indiquer celui-ci de manière claire et non ambiguë, et notamment si les taxes et les frais de livraison sont inclus. Le présent alinéa s'applique sans préjudice des dispositions régissant la publicité trompeuse prévues à l'article L. 121-1 du code de la consommation, ni des obligations d'information sur les prix prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Les infractions aux dispositions du présent article sont recherchées et constatées dans les conditions fixées par les premier, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 450-1 et les articles L. 450-2, L. 450-3, L. 450-4, L. 450-7, L. 450-8, L. 470-1 et L. 470-5 du code de commerce.

CHAPITRE II

La publicité par voie électronique

Article 20

Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, accessible par un service de communication au public en ligne, doit pouvoir être clairement identifiée comme telle. Elle doit rendre clairement identifiable la personne physique ou morale pour le compte de laquelle elle est réalisée.

L'alinéa précédent s'applique sans préjudice des dispositions réprimant la publicité trompeuse prévues à l'article L. 121-1 du code de la consommation.

Article 21

Sont insérés, après l'article L. 121-15 du code de la consommation, les articles L. 121-15-1, L. 121-15-2 et L. 121-15-3 ainsi rédigés :

« Art. L. 121-15-1. – Les publicités, et notamment les offres promotionnelles, telles que les rabais, les primes ou les cadeaux, ainsi que les concours ou les jeux promotionnels, adressés par courrier électronique, doivent pouvoir être identifiés de manière claire et non équivoque dès leur réception par leur destinataire, ou en cas d'impossibilité technique, dans le corps du message.

« Art. L. 121-15-2. – Sans préjudice des dispositions réprimant la publicité trompeuse prévues à l'article L. 121-1, les conditions auxquelles sont soumises la possibilité de bénéficier d'offres promotionnelles ainsi que celle de participer à des concours ou à des jeux promotionnels, lorsque ces offres, concours ou jeux sont proposés par voie électronique, doivent être clairement précisées et aisément accessibles.

« Art. L. 121-15-3. – Les articles L. 121-15-1 et L. 121-15-2 sont également applicables aux publicités, offres, concours ou jeux à destination des professionnels.

« Les infractions aux dispositions des articles L. 121-15-1 et L. 121-15-2 sont passibles des peines prévues à l'article 121-6. Elles sont recherchées et constatées dans les conditions prévues à l'article L. 121-2. Les articles L. 121-3 et L. 121-4 sont également applicables. »

Article 22

I. – L'article L. 33-4-1 du code des postes et télécommunications est ainsi rédigé :

« Art. L. 33-4-1. – Est interdite la prospection directe au moyen d'un automate d'appel, d'un télécopieur ou d'un courrier électronique utilisant, sous quelque forme que ce soit, les coordonnées d'une personne physique qui n'a pas exprimé son consentement préalable à recevoir des prospections directes par ce moyen.

« Pour l'application du présent article, on entend par consentement toute manifestation de volonté libre, spécifique et informée par laquelle une personne accepte que des données à caractère personnel la concernant soient utilisées à fin de prospection directe.

« Constitue une prospection directe l'envoi de tout message destiné à promouvoir, directement ou indirectement, des biens, des services ou l'image d'une personne vendant des biens ou fournissant des services.

« Toutefois, la prospection directe par courrier électronique est autorisée si les coordonnées du destinataire ont été recueillies directement auprès de lui, dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, à l'occasion d'une vente ou d'une prestation de services, si la prospection directe concerne des produits ou services analogues fournis par la même personne physique ou morale, et si le destinataire se voit offrir, de manière expresse et dénuée d'ambiguïté, la possibilité de s'opposer, sans frais, hormis ceux liés à la transmission du refus, et de manière simple, à l'utilisation de ses coordonnées lorsque celles-ci sont recueillies et chaque fois qu'un courrier électronique de prospection lui est adressé.

« Dans tous les cas, il est interdit d'émettre, à des fins de prospection directe, des messages au moyen d'automates d'appel, télécopieurs et courriers électroniques, sans indiquer de coordonnées valables auxquelles le destinataire puisse utilement transmettre une demande tendant à obtenir que ces communications cessent sans frais autres que ceux liés à la transmission de celle-ci. Il est également interdit de dissimuler l'identité de la personne pour le compte de laquelle la communication est émise et de mentionner un objet sans rapport avec la prestation ou le service proposé.

« La Commission nationale de l'informatique et des libertés veille, pour ce qui concerne la prospection directe utilisant les coordonnées d'une personne physique, au respect des dispositions du présent article en utilisant les compétences qui lui sont reconnues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 précitée. A cette fin, elle peut notamment recevoir, par tous moyens, les plaintes relatives aux infractions aux dispositions du présent article.

« Les infractions aux dispositions du présent article sont recherchées et constatées dans les conditions fixées par les premier, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 450-1 et les articles L. 450-2, L. 450-3, L. 450-4, L. 450-7, L. 450-8, L. 470-1 et L. 470-5 du code de commerce.

« Un décret en Conseil d'Etat précise en tant que de besoin les conditions d'application du présent article, notamment eu égard aux différentes technologies utilisées. »

II. – L'article L. 121-20-5 du code de la consommation est ainsi rédigé :

« Art. L. 121-20-5. – Sont applicables les dispositions de l'article L. 33-4-1 du code des postes et télécommunications, ci-après reproduites :

« Art. L. 33-4-1. – Est interdite la prospection directe au moyen d'un automate d'appel, d'un télécopieur ou d'un courrier électronique utilisant, sous quelque forme que ce soit, les coordonnées d'une personne physique qui n'a pas exprimé son consentement préalable à recevoir des prospections directes par ce moyen.

« Pour l'application du présent article, on entend par consentement toute manifestation de volonté libre, spécifique et informée par laquelle une personne accepte que des données à caractère personnel la concernant soient utilisées à fin de prospection directe.

« Constitue une prospection directe l'envoi de tout message destiné à promouvoir, directement ou indirectement, des biens, des services ou l'image d'une personne vendant des biens ou fournissant des services.

« Toutefois, la prospection directe par courrier électronique est autorisée si les coordonnées du destinataire ont été recueillies directement auprès de lui, dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, à l'occasion d'une vente ou d'une prestation de services, si la prospection directe concerne des produits ou services analogues fournis par la même personne physique ou morale, et si le destinataire se voit offrir, de manière expresse et dénuée d'ambiguïté, la possibilité de s'opposer, sans frais, hormis ceux liés à la transmission du refus, et de manière simple, à l'utilisation de ses coordonnées lorsque celles-ci sont recueillies et chaque fois qu'un courrier électronique de prospection lui est adressé.

« Dans tous les cas, il est interdit d'émettre, à des fins de prospection directe, des messages au moyen d'automates d'appel, télécopieurs et courriers électroniques, sans indiquer de coordonnées valables auxquelles le destinataire puisse utilement transmettre une demande tendant à obtenir que ces communications cessent sans frais autres que ceux liés à la transmission de celle-ci. Il est également interdit de dissimuler l'identité de la personne pour le compte de laquelle la communication est émise et de mentionner un objet sans rapport avec la prestation ou le service proposé.

« La Commission nationale de l'informatique et des libertés veille, pour ce qui concerne la prospection directe utilisant les coordonnées d'une personne physique, au respect des dispositions du présent article en utilisant les compétences qui lui sont reconnues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 précitée. A cette fin, elle peut notamment recevoir, par tous moyens, les plaintes relatives aux infractions aux dispositions du présent article.

« Les infractions aux dispositions du présent article sont recherchées et constatées dans les conditions fixées par les premier, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 450-1 et les articles L. 450-2, L. 450-3, L. 450-4, L. 450-7, L. 450-8, L. 470-1 et L. 470-5 du code de commerce.

« Un décret en Conseil d'Etat précise en tant que de besoin les conditions d'application du présent article, notamment eu égard aux différentes technologies utilisées. »

III. – Sans préjudice des articles L. 33-4-1 du code des postes et télécommunications et L. 121-20-5 du code de la consommation tels qu'ils résultent des I et II du présent article, le consentement des personnes dont les coordonnées ont été recueillies avant la publication de la présente loi, dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, à l'utilisation de celles-ci à fin de prospection directe peut être sollicité, par voie de courrier électronique, pendant les six mois suivant la publication de la présente loi. A l'expiration de ce délai, ces personnes sont présumées avoir refusé l'utilisation ultérieure de leurs coordonnées personnelles à fin de prospection directe si elles n'ont pas manifesté expressément leur consentement à celle-ci.

Article 23

L'article L. 121-20-4 du code de la consommation est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions des articles L. 121-18 et L. 121-19 sont toutefois applicables aux contrats conclus par voie électronique lorsqu'ils ont pour objet la prestation des services mentionnés au 2°. »

Article 24

A la fin de la dernière phrase de l'article L. 121-27 du code de la consommation, les références : « aux articles L. 121-16 et L. 121-19 » sont remplacées par les références : « aux articles L. 121-18, L. 121-19, L. 121-20, L. 121-20-1 et L. 121-20-3 ».

CHAPITRE III

Les obligations souscrites sous forme électronique

Article 25

I. – Après l'article 1108 du code civil, sont insérés les articles 1108-1 et 1108-2 ainsi rédigés :

« Art. 1108-1. – Lorsqu'un écrit est exigé pour la validité d'un acte juridique, il peut être établi et conservé sous forme électronique dans les conditions prévues aux articles 1316-1 et 1316-4 et, lorsqu'un acte authentique est requis, au second alinéa de l'article 1317.

« Lorsqu'est exigée une mention écrite de la main même de celui qui s'oblige, ce dernier peut l'apposer sous forme électronique si les conditions de cette apposition sont de nature à garantir qu'elle ne peut être effectuée que par lui-même.

« Art. 1108-2. – Il est fait exception aux dispositions de l'article 1108-1 pour :

« 1° Les actes sous seing privé relatifs au droit de la famille et des successions ;

« 2° Les actes sous seing privé relatifs à des sûretés personnelles ou réelles, de nature civile ou commerciale, sauf s'ils sont passés par une personne pour les besoins de sa profession. »

II. – Après le chapitre VI du titre III du livre III du même code, il est inséré un chapitre VII ainsi rédigé :

« CHAPITRE VII

« Des contrats sous forme électronique

« Art. 1369-1. – Quiconque propose, à titre professionnel, par voie électronique, la fourniture de biens ou la prestation de services, met à disposition les conditions contractuelles applicables d'une manière qui permette leur conservation et leur reproduction. Sans préjudice des conditions de validité mentionnées dans l'offre, son auteur reste engagé par elle tant qu'elle est accessible par voie électronique de son fait.

« L'offre énonce en outre :

« 1° Les différentes étapes à suivre pour conclure le contrat par voie électronique ;

« 2° Les moyens techniques permettant à l'utilisateur, avant la conclusion du contrat, d'identifier les erreurs commises dans la saisie des données et de les corriger ;

« 3° Les langues proposées pour la conclusion du contrat ;

« 4° En cas d'archivage du contrat, les modalités de cet archivage par l'auteur de l'offre et les conditions d'accès au contrat archivé ;

« 5° Les moyens de consulter par voie électronique les règles professionnelles et commerciales auxquelles l'auteur de l'offre entend, le cas échéant, se soumettre.

« Art. 1369-2. – Pour que le contrat soit valablement conclu, le destinataire de l'offre doit avoir eu la possibilité de vérifier le détail de sa commande et son prix total, et de corriger d'éventuelles erreurs, avant de confirmer celle-ci pour exprimer son acceptation.

« L'auteur de l'offre doit accuser réception sans délai injustifié et par voie électronique de la commande qui lui a été ainsi adressée.

« La commande, la confirmation de l'acceptation de l'offre et l'accusé de réception sont considérés comme reçus lorsque les parties auxquelles ils sont adressés peuvent y avoir accès.

« Art. 1369-3. – Il est fait exception aux obligations visées aux 1° à 5° de l'article 1369-1 et aux deux premiers alinéas de l'article 1369-2 pour les contrats de fourniture de biens ou de prestation de services qui sont conclus exclusivement par échange de courriers électroniques.

« Il peut, en outre, être dérogé aux dispositions de l'article 1369-2 et des 1° à 5° de l'article 1369-1 dans les conventions conclues entre professionnels. »

Article 26

Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à procéder par ordonnance à l'adaptation des dispositions législatives subordonnant la conclusion, la validité ou les effets de certains contrats à des formalités autres que celles mentionnées à l'article 1108-1 du code civil, en vue de permettre l'accomplissement de celles-ci par voie électronique.

L'ordonnance prévue à l'alinéa précédent devra être prise dans l'année suivant la publication de la présente loi.

Un projet de loi de ratification devra être déposé devant le Parlement dans un délai de six mois à compter de la publication de l'ordonnance.

Article 27

Il est inséré, après l'article L. 134-1 du code de la consommation, un article L. 134-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 134-2. – Lorsque le contrat est conclu par voie électronique et qu'il porte sur une somme égale ou supérieure à un montant fixé par décret, le contractant professionnel assure la conservation de l'écrit qui le constate pendant un délai déterminé par ce même décret et en garantit à tout moment l'accès à son cocontractant si celui-ci en fait la demande. »

Article 28

Les obligations d'information et de transmission des conditions contractuelles visées aux articles 19 et 25 sont satisfaites sur les équipements terminaux de radiocommunication mobile selon des modalités précisées par décret.

TITRE III

DE LA SÉCURITÉ DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

CHAPITRE I^{er}

Moyens et prestations de cryptologie

Article 29

On entend par moyen de cryptologie tout matériel ou logiciel conçu ou modifié pour transformer des données, qu'il s'agisse d'informations ou de signaux, à l'aide de conventions secrètes ou pour réaliser l'opération inverse avec ou sans convention secrète. Ces moyens de cryptologie ont principalement pour objet de garantir la sécurité du stockage ou de la transmission de données, en permettant d'assurer leur confidentialité, leur authentification ou le contrôle de leur intégrité.

On entend par prestation de cryptologie toute opération visant à la mise en œuvre, pour le compte d'autrui, de moyens de cryptologie.

Section 1

Utilisation, fourniture, transfert, importation et exportation de moyens de cryptologie

Article 30

I. – L'utilisation des moyens de cryptologie est libre.

II. – La fourniture, le transfert depuis ou vers un Etat membre de la Communauté européenne, l'importation et l'exportation des moyens de cryptologie assurant exclusivement des fonctions d'authentification ou de contrôle d'intégrité sont libres.

III. – La fourniture, le transfert depuis un Etat membre de la Communauté européenne ou l'importation d'un moyen de cryptologie n'assurant pas exclusivement des fonctions d'authentification ou de contrôle d'intégrité sont soumis à une déclaration préalable auprès du Premier ministre, sauf dans les cas prévus au b du présent III. Le fournisseur ou la personne procédant au transfert ou à l'importation tiennent à la disposition du Premier ministre une description des caractéristiques techniques de ce moyen de cryptologie, ainsi que le code source des logiciels utilisés. Un décret en Conseil d'Etat fixe :

a) Les conditions dans lesquelles sont souscrites ces déclarations, les conditions et les délais dans lesquels le Premier ministre peut demander communication des caractéristiques du moyen, ainsi que la nature de ces caractéristiques ;

b) Les catégories de moyens dont les caractéristiques techniques ou les conditions d'utilisation sont telles que, au regard des intérêts de la défense nationale et de la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, leur fourniture, leur transfert depuis un Etat membre de la Communauté européenne ou leur importation peuvent être dispensés de toute formalité préalable.

IV. – Le transfert vers un Etat membre de la Communauté européenne et l'exportation d'un moyen de cryptologie n'assurant pas exclusivement des fonctions d'authentification ou de contrôle d'intégrité sont soumis à autorisation du Premier ministre, sauf dans les cas prévus au b du présent IV. Un décret en Conseil d'Etat fixe :

a) Les conditions dans lesquelles sont souscrites les demandes d'autorisation ainsi que les délais dans lesquels le Premier ministre statue sur ces demandes ;

b) Les catégories de moyens dont les caractéristiques techniques ou les conditions d'utilisation sont telles que, au regard des intérêts de la défense nationale et de la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, leur transfert vers un Etat membre de la Communauté européenne ou leur exportation peuvent être soit soumis au régime déclaratif et aux obligations d'information prévus au III, soit dispensés de toute formalité préalable.

Section 2

Fourniture de prestations de cryptologie

Article 31

I. – La fourniture de prestations de cryptologie doit être déclarée auprès du Premier ministre. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions dans lesquelles est effectuée cette déclaration et peut prévoir des exceptions à cette obligation pour les prestations dont les caractéristiques techniques ou les conditions de fourniture sont telles que, au regard des intérêts de la défense nationale et de la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, cette fourniture peut être dispensée de toute formalité préalable.

II. – Les personnes exerçant cette activité sont assujetties au secret professionnel, dans les conditions prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 32

Sauf à démontrer qu'elles n'ont commis aucune faute intentionnelle ou négligence, les personnes fournissant des prestations de cryptologie à des fins de confidentialité sont responsables au titre de ces prestations, nonobstant toute stipulation contractuelle contraire, du préjudice causé aux personnes leur confiant la gestion de leurs conventions secrètes en cas d'atteinte à l'intégrité, à la confidentialité ou à la disponibilité des données transformées à l'aide de ces conventions.

Article 33

Sauf à démontrer qu'ils n'ont commis aucune faute intentionnelle ou négligence, les prestataires de services de certification électronique sont responsables du préjudice causé aux personnes qui se sont fiées raisonnablement aux certificats présentés par eux comme qualifiés dans chacun des cas suivants :

- 1° Les informations contenues dans le certificat, à la date de sa délivrance, étaient inexactes ;
- 2° Les données prescrites pour que le certificat puisse être regardé comme qualifié étaient incomplètes ;
- 3° La délivrance du certificat n'a pas donné lieu à la vérification que le signataire détient la convention privée correspondant à la convention publique de ce certificat ;
- 4° Les prestataires n'ont pas, le cas échéant, fait procéder à l'enregistrement de la révocation du certificat et tenu cette information à la disposition des tiers.

Les prestataires ne sont pas responsables du préjudice causé par un usage du certificat dépassant les limites fixées à son utilisation ou à la valeur des transactions pour lesquelles il peut être utilisé, à condition que ces limites figurent dans le certificat et soient accessibles aux utilisateurs.

Ils doivent justifier d'une garantie financière suffisante, spécialement affectée au paiement des sommes qu'ils pourraient devoir aux personnes s'étant fiées raisonnablement aux certificats qualifiés qu'ils délivrent, ou d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile professionnelle.

Section 3

Sanctions administratives

Article 34

Lorsqu'un fournisseur de moyens de cryptologie, même à titre gratuit, ne respecte pas les obligations auxquelles il est assujéti en application de l'article 30, le Premier ministre peut, après avoir mis l'intéressé à même de présenter ses observations, prononcer l'interdiction de mise en circulation du moyen de cryptologie concerné.

L'interdiction de mise en circulation est applicable sur l'ensemble du territoire national. Elle emporte en outre pour le fournisseur l'obligation de procéder au retrait :

1° Auprès des diffuseurs commerciaux, des moyens de cryptologie dont la mise en circulation a été interdite ;

2° Des matériels constituant des moyens de cryptologie dont la mise en circulation a été interdite et qui ont été acquis à titre onéreux, directement ou par l'intermédiaire de diffuseurs commerciaux.

Le moyen de cryptologie concerné pourra être remis en circulation dès que les obligations antérieurement non respectées auront été satisfaites, dans les conditions prévues à l'article 30.

Section 4

Dispositions de droit pénal

Article 35

I. – Sans préjudice de l'application du code des douanes :

1° Le fait de ne pas satisfaire à l'obligation de déclaration prévue à l'article 30 en cas de fourniture, de transfert, d'importation ou d'exportation d'un moyen de cryptologie ou à l'obligation de communication au Premier ministre prévue par ce même article est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende ;

2° Le fait d'exporter un moyen de cryptologie ou de procéder à son transfert vers un Etat membre de la Communauté européenne sans avoir préalablement obtenu l'autorisation mentionnée à l'article 30 ou en dehors des conditions de cette autorisation, lorsqu'une telle autorisation est exigée, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

II. – Le fait de vendre ou de louer un moyen de cryptologie ayant fait l'objet d'une interdiction administrative de mise en circulation en application de l'article 34 est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

III. – Le fait de fournir des prestations de cryptologie visant à assurer des fonctions de confidentialité sans avoir satisfait à l'obligation de déclaration prévue à l'article 31 est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

IV. – Les personnes physiques coupables de l'une des infractions prévues au présent article encourrent également les peines complémentaires suivantes :

1° L'interdiction, suivant les modalités prévues par les articles 131-19 et 131-20 du code pénal, d'émettre des chèques autres que ceux qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés, et d'utiliser des cartes de paiement ;

2° La confiscation, suivant les modalités prévues par l'article 131-21 du code pénal, de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit, à l'exception des objets susceptibles de restitution ;

3° L'interdiction, suivant les modalités prévues par l'article 131-27 du code pénal et pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une fonction publique ou d'exercer l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise ;

4° La fermeture, dans les conditions prévues par l'article 131-33 du code pénal et pour une durée de cinq ans au plus, des établissements ou de l'un ou de plusieurs des établissements de l'entreprise ayant servi à commettre les faits incriminés ;

5° L'exclusion, dans les conditions prévues par l'article 131-34 du code pénal et pour une durée de cinq ans au plus, des marchés publics.

V. – Les personnes morales sont responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions prévues au présent article. Les peines encourues par les personnes morales sont :

1° L'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

2° Les peines mentionnées à l'article 131-39 du code pénal.

VI. – L'article L. 39-1 du code des postes et télécommunications est complété par un 4° ainsi rédigé :

« 4° De commercialiser ou de procéder à l'installation d'appareils conçus pour rendre inopérants les téléphones mobiles de tous types, tant pour l'émission que pour la réception, en dehors des cas prévus à l'article L. 33-3. »

Article 36

Outre les officiers et agents de police judiciaire agissant conformément aux dispositions du code de procédure pénale et, dans leur domaine de compétence, les agents des douanes agissant conformément aux dispositions du code des douanes, les agents habilités à cet effet par le Premier ministre et assermentés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat peuvent rechercher et constater par procès-verbal les infractions aux dispositions des articles 30, 31 et 34 de la présente loi et des textes pris pour leur application.

Les agents habilités par le Premier ministre mentionnés à l'alinéa précédent peuvent accéder aux moyens de transport, terrains ou locaux à usage professionnel, à l'exclusion des parties de ceux-ci affectées au domicile privé, en vue de rechercher et de constater les infractions, demander la communication de tous les documents professionnels et en prendre copie, recueillir, sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications. Les agents ne peuvent accéder à ces locaux que pendant leurs heures d'ouverture lorsqu'ils sont ouverts au public et, dans les autres cas, qu'entre 8 heures et 20 heures.

Le procureur de la République est préalablement informé des opérations envisagées en vue de la recherche des infractions. Il peut s'opposer à ces opérations. Les procès-verbaux lui sont transmis dans les cinq jours suivant leur établissement. Une copie en est également remise à l'intéressé.

Les agents habilités peuvent, dans les mêmes lieux et les mêmes conditions de temps, procéder à la saisie des moyens de cryptologie mentionnés à l'article 29 sur autorisation judiciaire donnée par ordonnance du président du tribunal de grande instance ou d'un magistrat du siège délégué par lui, préalablement saisi par le procureur de la République. La demande doit comporter tous les éléments d'information de nature à justifier la saisie. Celle-ci s'effectue sous l'autorité et le contrôle du juge qui l'a autorisée.

Les matériels et logiciels saisis sont immédiatement inventoriés. L'inventaire est annexé au procès-verbal dressé sur les lieux. Les originaux du procès-verbal et de l'inventaire sont transmis, dans les cinq jours suivant leur établissement, au juge qui a ordonné la saisie. Ils sont versés au dossier de la procédure.

Le président du tribunal de grande instance ou le magistrat du siège délégué par lui peut à tout moment, d'office ou sur la demande de l'intéressé, ordonner mainlevée de la saisie.

Est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende le fait de faire obstacle au déroulement des enquêtes prévues au présent article ou de refuser de fournir les informations ou documents y afférant.

Article 37

Après l'article 132-78 du code pénal, il est inséré un article 132-79 ainsi rédigé :

« Art. 132-79. – Lorsqu'un moyen de cryptologie au sens de l'article 29 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique a été utilisé pour préparer ou commettre un crime ou un délit, ou pour en faciliter la préparation ou la commission, le maximum de la peine privative de liberté encourue est relevé ainsi qu'il suit :

« 1° Il est porté à la réclusion criminelle à perpétuité lorsque l'infraction est punie de trente ans de réclusion criminelle ;

« 2° Il est porté à trente ans de réclusion criminelle lorsque l'infraction est punie de vingt ans de réclusion criminelle ;

« 3° Il est porté à vingt ans de réclusion criminelle lorsque l'infraction est punie de quinze ans de réclusion criminelle ;

« 4° Il est porté à quinze ans de réclusion criminelle lorsque l'infraction est punie de dix ans d'emprisonnement ;

« 5° Il est porté à dix ans d'emprisonnement lorsque l'infraction est punie de sept ans d'emprisonnement ;

« 6° Il est porté à sept ans d'emprisonnement lorsque l'infraction est punie de cinq ans d'emprisonnement ;

« 7° Il est porté au double lorsque l'infraction est punie de trois ans d'emprisonnement au plus.

« Les dispositions du présent article ne sont toutefois pas applicables à l'auteur ou au complice de l'infraction qui, à la demande des autorités judiciaires ou administratives, leur a remis la version en clair des messages chiffrés ainsi que les conventions secrètes nécessaires au déchiffrement. »

Section 5

Saisine des moyens de l'Etat pour la mise au clair de données chiffrées

Article 38

Après le premier alinéa de l'article 230-1 du code de procédure pénale, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Si la personne ainsi désignée est une personne morale, son représentant légal soumis à l'agrément du procureur de la République ou de la juridiction saisie de l'affaire le nom de la ou des personnes physiques qui, au sein de celle-ci et en son nom, effectueront les opérations techniques mentionnées au premier alinéa. Sauf si elles sont inscrites sur une liste prévue à l'article 157, les personnes ainsi désignées prêtent, par écrit, le serment prévu au premier alinéa de l'article 160. »

Section 6

Dispositions diverses

Article 39

Les dispositions du présent chapitre ne font pas obstacle à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, à ceux des moyens de cryptologie qui sont spécialement conçus ou modifiés pour porter, utiliser ou mettre en œuvre les armes, soutenir ou mettre en œuvre les forces armées, ainsi qu'à ceux spécialement conçus ou modifiés pour le compte du ministère de la défense en vue de protéger les secrets de la défense nationale.

Article 40

I. – L'article 28 de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent chapitre.

II. – Les autorisations et déclarations de fourniture, d'importation et d'exportation de moyens de cryptologie délivrées ou effectuées conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 précitée et de ses textes d'application conservent leurs effets jusqu'à l'expiration du terme prévu par celles-ci. Les agréments délivrés aux organismes chargés de gérer pour le compte d'autrui des conventions secrètes de moyens de cryptologie permettant d'assurer des fonctions de confidentialité valent, pour ces moyens, déclaration au sens de l'article 31.

CHAPITRE II

Lutte contre la cybercriminalité

Article 41

L'article 56 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après le mot : « documents », sont insérés les mots : « , données informatiques » et, après le mot : « pièces », il est inséré le mot : « , informations » ;

2° Au deuxième alinéa, les mots : « ou documents » sont remplacés par les mots : « , documents ou données informatiques » ;

3° Le cinquième alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Il est procédé à la saisie des données informatiques nécessaires à la manifestation de la vérité en plaçant sous main de justice soit le support physique de ces données, soit une copie réalisée en présence des personnes qui assistent à la perquisition.

« Si une copie est réalisée, il peut être procédé, sur instruction du procureur de la République, à l'effacement définitif, sur le support physique qui n'a pas été placé sous main de justice, des données informatiques dont la détention ou l'usage est illégal ou dangereux pour la sécurité des personnes ou des biens.

« Avec l'accord du procureur de la République, l'officier de police judiciaire ne maintient que la saisie des objets, documents et données informatiques utiles à la manifestation de la vérité. »

Article 42

A l'article 94 du code de procédure pénale, après les mots : « des objets », sont insérés les mots : « ou des données informatiques ».

Article 43

L'article 97 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après les mots : « des documents », sont insérés les mots : « ou des données informatiques » ;

2° Au deuxième alinéa, les mots : « les objets et documents » sont remplacés par les mots : « les objets, documents ou données informatiques » ;

3° Au troisième alinéa, les mots : « et documents » sont remplacés par les mots : « , documents et données informatiques » ;

4° Au cinquième alinéa, après le mot : « documents », sont insérés les mots : « ou des données informatiques » ;

5° Après le deuxième alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Il est procédé à la saisie des données informatiques nécessaires à la manifestation de la vérité en plaçant sous main de justice soit le support physique de ces données, soit une copie réalisée en présence des personnes qui assistent à la perquisition.

« Si une copie est réalisée dans le cadre de cette procédure, il peut être procédé, sur ordre du juge d'instruction, à l'effacement définitif, sur le support physique qui n'a pas été placé sous main de justice, des données informatiques dont la détention ou l'usage est illégal ou dangereux pour la sécurité des personnes ou des biens. »

Article 44

L'article 227-23 du code pénal est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« La tentative est punie des mêmes peines. » ;

2° Au deuxième alinéa, après le mot : « fait », sont insérés les mots : « d'offrir ou ».

Article 45

I. – L'article 323-1 du code pénal est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « d'un an » sont remplacés par les mots : « deux ans » et la somme : « 15 000 € » est remplacée par la somme : « 30 000 € » ;

2° Au second alinéa, les mots : « deux ans » sont remplacés par les mots : « trois ans » et la somme : « 30 000 € » est remplacée par la somme : « 45 000 € ».

II. – A l'article 323-2 du même code, les mots : « trois ans » sont remplacés par les mots : « cinq ans » et la somme : « 45 000 € » est remplacée par la somme : « 75 000 € ».

III. – A l'article 323-3 du même code, les mots : « trois ans » sont remplacés par les mots : « cinq ans » et la somme : « 45 000 € » est remplacée par la somme : « 75 000 € ».

Article 46

I. – Après l'article 323-3 du code pénal, il est inséré un article 323-3-1 ainsi rédigé :

« Art. 323-3-1. – Le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs des infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 est puni des peines prévues respectivement pour l'infraction elle-même ou pour l'infraction la plus sévèrement réprimée. »

II. – Aux articles 323-4 et 323-7 du même code, les mots : « les articles 323-1 à 323-3 » sont remplacés par les mots : « les articles 323-1 à 323-3-1 ».

TITRE IV

DES SYSTÈMES SATELLITAIRES

Article 47

L'article L. 32 du code des postes et télécommunications est complété par un 16° ainsi rédigé :

« 16° Système satellitaire.

« On entend par système satellitaire tout ensemble de stations terriennes et spatiales ayant pour objet d'assurer des radiocommunications spatiales et comportant un ou plusieurs satellites artificiels de la Terre. »

Article 48

I. – Le livre II du code des postes et télécommunications est complété par un titre VIII ainsi rédigé :

« TITRE VIII

« ASSIGNATIONS DE FRÉQUENCE RELATIVES AUX SYSTÈMES SATELLITAIRES

« Art. L. 97-2. – I. – 1. Toute demande d'assignation de fréquence relative à un système satellitaire est adressée à l'Agence nationale des fréquences.

« Sauf si l'assignation demandée n'est pas conforme au tableau national de répartition des bandes de fréquences ou aux stipulations des instruments de l'Union internationale des télécommunications, l'Agence nationale des fréquences déclare, au nom de la France, l'assignation de fréquence correspondante à l'Union internationale des télécommunications et engage la procédure prévue par le règlement des radiocommunications.

« 2. L'exploitation d'une assignation de fréquence à un système satellitaire, déclarée par la France à l'Union internationale des télécommunications, est soumise à l'autorisation du ministre chargé des télécommunications, après avis des autorités affectataires des fréquences radioélectriques concernées.

« L'octroi de l'autorisation est subordonné à la justification par le demandeur de sa capacité à contrôler l'émission de l'ensemble des stations radioélectriques, y compris les stations terriennes, utilisant l'assignation de fréquence, ainsi qu'au versement à l'Agence nationale des fréquences d'une redevance correspondant aux coûts de traitement du dossier déclaré à l'Union internationale des télécommunications.

« L'autorisation peut être refusée dans les cas suivants :

« 1° Pour la sauvegarde de l'ordre public, les besoins de la défense ou ceux de la sécurité publique ;

« 2° Lorsque la demande n'est pas compatible, soit avec les engagements souscrits par la France dans le domaine des radiocommunications, soit avec les utilisations existantes ou prévisibles de bandes de fréquences, soit avec d'autres demandes d'autorisation permettant une meilleure gestion du spectre des fréquences ;

« 3° Lorsque la demande a des incidences sur les droits attachés aux assignations de fréquence antérieurement déclarées par la France à l'Union internationale des télécommunications ;

« 4° Lorsque le demandeur a fait l'objet d'une des sanctions prévues au III du présent article ou à l'article L. 97-3.

« L'autorisation devient caduque si l'exploitation se révèle incompatible avec les accords de coordination postérieurs à la délivrance de l'autorisation.

« II. – Le titulaire d'une autorisation doit respecter les spécifications techniques notifiées par la France à l'Union internationale des télécommunications ainsi que, le cas échéant, les accords de coordination conclus avec d'autres Etats membres de l'Union internationale des télécommunications ou avec d'autres exploitants d'assignations de fréquence déclarées par la France à l'Union internationale des télécommunications, y compris les accords postérieurs à la délivrance de l'autorisation.

« Le titulaire doit assurer, de façon permanente, le contrôle de l'émission de l'ensemble des stations radioélectriques, y compris les stations terriennes, utilisant l'assignation de fréquence.

« Le titulaire de l'autorisation doit apporter son concours à l'administration pour la mise en œuvre des dispositions du règlement des radiocommunications.

« A la demande du ministre chargé des télécommunications, le titulaire de l'autorisation doit faire cesser tout brouillage préjudiciable occasionné par le système satellitaire ayant fait l'objet de l'autorisation, dans les cas prévus par le règlement des radiocommunications.

« Les obligations que le présent article met à la charge du titulaire de l'autorisation s'appliquent également aux stations radioélectriques faisant l'objet de l'autorisation qui sont détenues, installées ou exploitées par des tiers ou qui sont situées hors de France.

« L'autorisation est accordée à titre personnel et ne peut être cédée à un tiers. Elle ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'autorité administrative.

« III. – Lorsque le titulaire de l'autorisation prévue au I ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par les textes législatifs ou réglementaires, le ministre chargé des télécommunications le met en demeure de s'y conformer dans un délai déterminé.

« Si le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure qui lui a été adressée, le ministre chargé des télécommunications peut prononcer à son encontre l'une des sanctions prévues au 2° de l'article L. 36-11. La procédure prévue aux 2° et 5° de l'article L. 36-11 est applicable. Il peut, en outre, décider d'interrompre la procédure engagée par la France auprès de l'Union internationale des télécommunications.

« IV. – L'obtention de l'autorisation prévue au I ne dispense pas, le cas échéant, des autres autorisations prévues par les lois et règlements en vigueur, notamment de celles prévues au titre I^{er} du présent livre et de celles concernant la fourniture de services de radio ou de télévision sur le territoire français prévues par la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée.

« V. – Le présent article n'est pas applicable :

« 1° Lorsque l'assignation de fréquence est utilisée par une administration pour ses propres besoins dans une bande de fréquences dont elle est affectataire, en application de l'article 21 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée ;

« 2° Lorsque la France a agi auprès de l'Union internationale des télécommunications, en sa qualité d'administration notificatrice, au nom d'un groupe d'Etats membres de l'Union internationale des télécommunications.

« VI. – Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. Il précise :

« 1° La procédure selon laquelle les autorisations sont délivrées ou retirées et selon laquelle leur caducité est constatée ;

« 2° La durée et les conditions de modification et de renouvellement de l'autorisation ;

« 3° Les conditions de mise en service du système satellitaire ;

« 4° Les modalités d'établissement et de recouvrement de la redevance prévue au deuxième alinéa du 2 du I.

« Art. L. 97-3. – Est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 75 000 € le fait d'exploiter une assignation de fréquence relative à un système satellitaire déclarée par la France à l'Union internationale des télécommunications, sans l'autorisation prévue à l'article L. 97-2, ou de poursuivre cette exploitation en violation d'une décision de suspension ou de retrait ou d'un constat de caducité de cette autorisation.

« Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article. Les peines encourues par les personnes morales sont :

« 1° L'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

« 2° Les peines prévues aux 4°, 5°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

« Les fonctionnaires et agents de l'administration des télécommunications et de l'Agence nationale des fréquences mentionnés à l'article L. 40 peuvent rechercher et constater ces infractions dans les conditions fixées audit article.

« *Art. L. 97-4.* – Sans préjudice de leur application de plein droit à Mayotte en vertu du 8° du I de l'article 3 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte, les articles L. 97-2 et L. 97-3 sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises. »

II. – Après le quatrième alinéa du I de l'article L. 97-1 du même code, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Elle instruit pour le compte de l'Etat les demandes d'autorisation présentées en application de l'article L. 97-2. »

Article 49

Les personnes ayant demandé à l'Etat ou à l'Agence nationale des fréquences de déclarer à l'Union internationale des télécommunications une assignation de fréquence antérieurement à la publication de la présente loi doivent, si elles souhaitent conserver les droits d'exploitation de cette assignation de fréquence, solliciter l'autorisation prévue à l'article L. 97-2 du code des postes et télécommunications, dans un délai d'un an à compter de la date de publication du décret prévu au VI de l'article L. 97-2.

TITRE V

DU DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

CHAPITRE I^{er}

De la couverture du territoire par les services numériques

Article 50

I. – L'article L. 1511-6 du code général des collectivités territoriales est abrogé.

II. – Le titre II du livre IV de la première partie du même code est complété par un chapitre V ainsi rédigé :

« CHAPITRE V

« Réseaux et services locaux de télécommunications

« *Art. L. 1425-1.* – I. – Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, deux mois au moins après la publication de leur projet dans un journal d'annonces légales et sa transmission à l'Autorité de régulation des télécommunications, établir et exploiter sur leur territoire des infrastructures et des réseaux de télécommunications au sens du 3° et du 15° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications, acquérir des droits d'usage à cette fin ou acheter des infrastructures ou réseaux existants. Ils peuvent mettre de telles infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants. L'intervention des collectivités territoriales et de leurs groupements se fait en cohérence avec les réseaux d'initiative publique, garantit l'utilisation partagée des infrastructures établies ou acquises en application du présent article et respecte le principe d'égalité et de libre concurrence sur les marchés des communications électroniques.

« Dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa précédent, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent fournir des services de télécommunications aux utilisateurs finals qu'après avoir constaté une insuffisance d'initiatives privées propres à satisfaire les besoins des utilisateurs finals et en avoir informé l'Autorité de régulation des télécommunications. Les interventions des collectivités s'effectuent dans des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et proportionnées.

« L'insuffisance d'initiatives privées est constatée par un appel d'offre déclaré infructueux ayant visé à satisfaire les besoins concernés des utilisateurs finals en services de télécommunications.

« II. – Lorsqu'ils exercent une activité d'opérateur de télécommunications, les collectivités territoriales et leurs groupements sont soumis à l'ensemble des droits et obligations régissant cette activité.

« Une même personne morale ne peut à la fois exercer une activité d'opérateur de télécommunications et être chargée de l'octroi des droits de passage destinés à permettre l'établissement de réseaux de télécommunications ouverts au public.

« Les dépenses et les recettes afférentes à l'établissement de réseaux de télécommunications ouverts au public et à l'exercice d'une activité d'opérateur de télécommunications par les collectivités territoriales et leurs groupements sont retracées au sein d'une comptabilité distincte.

« III. – L'Autorité de régulation des télécommunications est saisie, dans les conditions définies à l'article L. 36-8 du code des postes et télécommunications, de tout différend relatif aux conditions techniques et tarifaires d'exercice d'une activité d'opérateur de télécommunications ou d'établissement, de mise à disposition ou de partage des réseaux et infrastructures de télécommunications visés au I.

« Les collectivités territoriales, leurs groupements et les opérateurs de télécommunications concernés lui fournissent, à sa demande, les conditions techniques et tarifaires faisant l'objet du différend, ainsi que la comptabilité retraçant les dépenses et les recettes afférentes aux activités exercées en application du présent article.

« IV. – Quand les conditions économiques ne permettent pas la rentabilité de l'établissement de réseaux de télécommunications ouverts au public ou d'une activité d'opérateur de télécommunications, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre leurs infrastructures ou réseaux de télécommunications à disposition des opérateurs à un prix inférieur au coût de revient, selon des modalités transparentes et non discriminatoires, ou compenser des obligations de service public par des subventions accordées dans le cadre d'une délégation de service public ou d'un marché public.

« V. – Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'établissement et à l'exploitation des réseaux mentionnés à l'article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

« Sur de tels réseaux, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent fournir tout type de services de télécommunications dans les conditions définies aux articles L. 34-1, L. 34-2 et L. 34-4 du code des postes et télécommunications. »

III. – L'article L. 4424-6-1 du même code est abrogé.

IV. – Les infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunications créées par les collectivités territoriales ou leurs groupements en application de l'article L. 1511-6 du code général des collectivités territoriales, ainsi que les projets de construction de telles infrastructures dont la consultation publique est achevée à la date d'entrée en vigueur de l'article L. 1425-1 du même code, sont réputés avoir été créés dans les conditions prévues audit article.

V. – Le II de l'article L. 36-8 du code des postes et télécommunications est complété par un 4° ainsi rédigé :

« 4° Les conditions techniques et tarifaires d'exercice d'une activité d'opérateur de télécommunications ou d'établissement, de mise à disposition ou de partage des réseaux et infrastructures de télécommunications visés à l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales. »

Article 51

Après l'article L. 2224-34 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2224-35 ainsi rédigé :

« Art. L. 2224-35. – Tout opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité ou de l'établissement précité, au remplacement de sa ligne aérienne en utilisant le même ouvrage souterrain que celui construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun. Les infrastructures communes de génie civil créées par la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération lui appartiennent.

« L'opérateur de communications électroniques prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des équipements de communications électroniques incluant les câbles, les fourreaux et les chambres de tirage, y compris les coûts d'études et d'ingénierie correspondants. Il prend à sa charge l'entretien de ses équipements.

« Une convention conclue entre la collectivité ou l'établissement public de coopération et l'opérateur de communications électroniques fixe la participation financière de celui-ci sur la base des principes énoncés ci-dessus, ainsi que le montant de la redevance qu'il doit éventuellement verser au titre de l'occupation du domaine public. »

Article 52

I. – L'article L. 32 du code des postes et télécommunications est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« 17° Itinérance locale.

« On entend par prestation d'itinérance locale celle qui est fournie par un opérateur de radiocommunications mobiles à un autre opérateur de radiocommunications mobiles en vue de permettre, sur une zone qui n'est couverte, à l'origine, par aucun opérateur de radiocommunications mobiles de deuxième génération, l'accueil, sur le réseau du premier, des clients du second. »

II. – Le huitième alinéa (e) du A du I de l'article L. 33-1 du même code est complété par les mots : « ou d'itinérance locale ».

III. – Lorsque les collectivités territoriales font application de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales en matière de radiocommunications mobiles de deuxième génération, les zones, incluant des centres-bourgs ou des axes de transport prioritaires, qu'elles ont identifiées comme n'étant couvertes par aucun opérateur de radiocommunications mobiles, sont couvertes en téléphonie mobile de deuxième génération par l'un de ces opérateurs chargé d'assurer une prestation d'itinérance locale.

Par dérogation à la règle posée à l'alinéa précédent, la couverture en téléphonie mobile de deuxième génération dans certaines des zones visées est assurée, si tous les opérateurs de radiocommunications mobiles en conviennent, par le partage des infrastructures mises à disposition des opérateurs par les collectivités territoriales en application dudit article.

Les zones mentionnées au premier alinéa sont identifiées par les préfets de région en concertation avec les départements et les opérateurs. En cas de différend sur l'identification de ces zones dans un département, les zones concernées seront identifiées au terme d'une campagne de mesures menée par le département, conformément à une méthodologie validée par l'Autorité de régulation des télécommunications. Elles font l'objet d'une cartographie qui est transmise par les préfets de région au ministre chargé de l'aménagement du territoire au plus tard dans les trois mois suivant la promulgation de la présente loi. Le ministre chargé de l'aménagement du territoire adresse la liste nationale des zones ainsi identifiées au ministre chargé des télécommunications, à l'Autorité de régulation des télécommunications et aux opérateurs de téléphonie mobile de deuxième génération.

Sur la base de la liste nationale définie à l'alinéa précédent et dans les deux mois suivant sa transmission aux opérateurs par le ministre chargé de l'aménagement du territoire, les opérateurs adressent au ministre chargé des télécommunications, au ministre chargé de l'aménagement du territoire et à l'Autorité de régulation des télécommunications un projet de répartition entre les zones qui seront couvertes selon le schéma de l'itinérance locale et celles qui seront couvertes selon le schéma du partage d'infrastructures, un projet de répartition des zones d'itinérance locale entre les opérateurs, ainsi qu'un projet de calendrier prévisionnel de déploiement des pylônes et d'installation des équipements électroniques de radiocommunication. Le ministre chargé des télécommunications et le ministre chargé de l'aménagement du territoire approuvent ce calendrier prévisionnel dans le mois suivant sa transmission par les opérateurs. L'Autorité de régulation des télécommunications se prononce sur les répartitions proposées, qui ne devront pas perturber l'équilibre concurrentiel entre opérateurs de téléphonie mobile, dans le mois suivant leur transmission par les opérateurs. L'ensemble du déploiement est achevé dans les trois ans suivant la promulgation de la présente loi.

Le ministre chargé de l'aménagement du territoire fait rapport annuellement au Parlement sur la progression de ce déploiement.

IV. – Les infrastructures de réseau établies par les collectivités territoriales en application du III sont mises à disposition des opérateurs autorisés selon des conditions techniques et tarifaires fixées par décret en Conseil d'Etat.

V. – L'opérateur de radiocommunications qui assure la couverture selon le schéma de l'itinérance locale dans une zone visée au III conclut des accords d'itinérance locale avec les autres opérateurs de radiocommunications mobiles et des conventions de mise à disposition des infrastructures et/ou des équipements avec les collectivités territoriales.

VI. – Une convention de mise à disposition des infrastructures est conclue sur la base du droit privé entre l'opérateur exploitant ces infrastructures et la collectivité territoriale, dans le respect des dispositions de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales.

Cette convention détermine notamment les conditions de maintenance et d'entretien de ces infrastructures.

VII. – Après l'article L. 34-8 du code des postes et télécommunications, il est inséré un article L. 34-8-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 34-8-1. – La prestation d'itinérance locale est assurée dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.

« Cette prestation fait l'objet d'une convention de droit privé entre opérateurs de radiocommunications mobiles de deuxième génération. Celle-ci détermine les conditions techniques et financières de fourniture de la prestation d'itinérance locale. Elle est communiquée à l'Autorité de régulation des télécommunications.

« Pour garantir l'égalité des conditions de concurrence ou l'interopérabilité des services, l'Autorité de régulation des télécommunications peut, après avis du Conseil de la concurrence, demander la modification des accords d'itinérance locale déjà conclus.

« Les différends relatifs à la conclusion ou à l'exécution de la convention d'itinérance locale sont soumis à l'Autorité de régulation des télécommunications, conformément à l'article L. 36-8. »

VIII. – Le troisième alinéa (2°) de l'article L. 36-6 du même code est complété par les mots : « , et aux conditions techniques et financières de l'itinérance locale, conformément à l'article L. 34-8-1 ».

IX. – Après le 2° du II de l'article L. 36-8 du même code, il est inséré un 2° bis ainsi rédigé :

« 2° bis La conclusion ou l'exécution de la convention d'itinérance locale prévue à l'article L. 34-8-1 ; ».

X. – Dans la zone où il assure une prestation d'itinérance locale, l'opérateur de radiocommunications mobiles fournit au moins les services suivants : émission et réception d'appels téléphoniques, appels d'urgence, accès à la messagerie vocale, émission et réception de messages alphanumériques courts.

CHAPITRE II

De la liberté concurrentielle dans le secteur des télécommunications

Article 53

Après l'article L. 113-3 du code de la consommation, il est inséré un article L. 113-4 ainsi rédigé :

« Art. L. 113-4. – Tout opérateur de téléphonie vocale est tenu de proposer de manière équitable au consommateur, lors de la souscription d'un service de télécommunication, une offre dans laquelle les communications métropolitaines commutées sont facturées à la seconde, dès la première seconde, hors éventuellement un coût fixe de connexion.

« Les consommateurs ayant opté pour un mode de règlement prépayé bénéficient d'une facturation à la seconde, dès la première seconde, de leurs communications métropolitaines de téléphonie vocale commutées. Ces consommateurs peuvent bénéficier, sur demande, de tout autre mode de facturation proposé par l'opérateur.

« La comptabilisation des communications fait l'objet d'une information claire préalable à toute souscription de service, quel que soit le mode de règlement choisi.

« Les consommateurs doivent pouvoir bénéficier des offres susmentionnées lors de toute souscription nouvelle conclue à partir du premier jour du sixième mois suivant la promulgation de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique. »

Article 54

I. – Le code du travail est ainsi modifié :

1° La première phrase du premier alinéa de l'article L. 423-13 est complétée par les mots : « ou par vote électronique, dans les conditions et selon les modalités définies par décret en Conseil d'Etat » ;

2° La première phrase du premier alinéa de l'article L. 433-9 est complétée par les mots : « ou par vote électronique, dans les conditions et selon les modalités définies par décret en Conseil d'Etat ».

II. – La mise en œuvre du présent article est subordonnée à la signature d'un accord d'entreprise.

Article 55

Un décret en Conseil d'Etat détermine chaque année la liste des services sociaux mettant à la disposition des usagers des numéros d'appel spéciaux accessibles gratuitement depuis les téléphones fixes et mobiles.

Une tranche de numéros spéciaux réservés à cet usage est définie par l'Autorité de régulation des télécommunications, dans les six mois à compter de la promulgation de la présente loi.

L'Autorité de régulation des télécommunications établit, après consultation publique, les principes de tarification entre opérateurs et fournisseurs de services auxquels l'utilisation de ces numéros est soumise.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 56

I. – Dans le I du 1 de l'article 65 du code des douanes, les mots : « aux articles 43-7 et 43-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication » sont remplacés par les mots : « aux 1 et 2 du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique ».

II. – Dans l'article L. 621-10 du code monétaire et financier, les mots : « aux articles 43-7 et 43-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication » sont remplacés par les mots : « aux 1 et 2 du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique ».

III. – Dans le I de l'article L. 32-3-1 du code des postes et télécommunications, les mots : « à l'article 43-7 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée » sont remplacés par les mots : « au 1° du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique ».

Article 57

I. – Les dispositions des articles 1^{er} à 8, 14 à 20, 25 et 29 à 49 sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

Les dispositions des articles 8, 14, 19, 25 et 29 à 49 sont applicables dans les Terres australes et antarctiques françaises.

Outre les dispositions du I de l'article 22, des articles 35 à 38 et 41 à 49, qui s'appliquent de plein droit dans cette collectivité, les articles 1^{er} à 8, 14 à 20, 25, 29 à 34, 39 et 40 sont applicables à Mayotte.

II. – Les références au tribunal de grande instance qui figurent dans les articles rendus applicables par les alinéas précédents sont remplacées par des références au tribunal de première instance. De même, les références à des codes ou à des lois qui ne sont pas applicables localement sont remplacées par des références aux dispositions correspondantes applicables localement.

Article 58

Les dispositions de la présente loi s'appliquent en Polynésie française sans préjudice des compétences attribuées à cette collectivité par la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 juin 2004.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

JEAN-PIERRE RAFFARIN

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*

NICOLAS SARKOZY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

DOMINIQUE PERBEN

*Le ministre de la culture
et de la communication,*

RENAUD DONNEDIEU DE VABRES

La ministre de l'outre-mer,

BRIGITTE GIRARDIN

Le ministre délégué à l'industrie,

PATRICK DEVEDJIAN

(1) Loi n° 2004-575.

– Directives communautaires :

Directive n° 2000/31/CE du Parlement et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur.

– Travaux préparatoires :

Assemblée nationale :

Projet de loi (n° 528) ;

Rapport de M. Jean Dionis du Séjour, au nom de la commission des affaires économiques, n° 612 ;

Avis de Mme Michèle Tabarot, au nom de la commission des lois, n° 608 ;

Discussion les 25 et 26 février 2003 et adoption le 26 février 2003.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 195 (2002-2003) ;

Rapport de MM. Pierre Hérisson et Bruno Sido, au nom de la commission des affaires économiques, n° 345 (2002-2003) ;

Avis de M. Louis de Broissia, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 342 (2002-2003) ;

Avis de M. Alex Türk, au nom de la commission des lois, n° 351 (2002-2003) ;

Discussion les 24 et 25 juin 2003 et adoption le 25 juin 2003.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 991 ;

Rapport de M. Jean Dionis du Séjour, au nom de la commission des affaires économiques, n° 1282 ;

Discussion les 7 et 8 janvier 2004 et adoption le 8 janvier 2004.

Sénat :

Projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, n° 144 (2003-2004) ;

Rapport de MM. Pierre Hérisson et Bruno Sido, au nom de la commission des affaires économiques, n° 232 (2003-2004) ;

Discussion et adoption le 8 avril 2004.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié en deuxième lecture par le Sénat, n° 1535 ;

Rapport de M. Jean Dionis du Séjour, au nom de la commission mixte paritaire, n° 1553 ;

Discussion et adoption le 6 mai 2004.

Sénat :

Rapport de MM. Pierre Hérisson et Bruno Sido, au nom de la commission mixte paritaire, n° 274 (2003-2004) ;

Discussion et adoption le 13 mai 2004.

– Conseil constitutionnel :

Décision n° 2004-496 DC du 10 juin 2004 publiée au *Journal officiel* de ce jour.

DOCUMENT N°4

Code des Marchés Publics 2004

EXTRAIT

Section 8 *Dématérialisation des procédures*

Article 56

Le règlement de la consultation, la lettre de consultation, le cahier des charges, les documents et les renseignements complémentaires peuvent être mis à disposition des entreprises par voie électronique dans des conditions fixées par décret. Néanmoins, au cas où ces dernières le demandent, ces documents leur sont transmis par voie postale.

Sauf disposition contraire prévue dans l'avis de publicité, les candidatures et les offres peuvent également être communiquées à la personne publique par voie électronique, dans des conditions définies par décret. Aucun avis ne pourra comporter d'interdiction à compter du 1^{er} janvier 2005.

Un décret précise les conditions dans lesquelles des enchères électroniques peuvent être organisées pour l'achat de fournitures courantes.

Les dispositions du présent code qui font référence à des écrits ne font pas obstacle au remplacement de ceux-ci par un support ou un échange électronique.

Achats publics : 9 mois pour s'équiper

Au 1^{er} janvier 2005, aucune administration ne pourra refuser une réponse électronique à un appel d'offres. Mais, malgré une profusion de prestataires, ni les organismes publics ni les entreprises ne sont prêts.

Par Julie de Meslon

L'échéance est connue depuis longtemps. La date butoir du 1^{er} janvier 2005, date à laquelle les acheteurs publics devront être aptes à recevoir électroniquement les candidatures et les offres des entreprises, est en effet fixée depuis avril 2002 (décret n° 2002-692 relatif à l'article 56 du code de 2001). L'obligation concerne la réception des offres, mais l'objectif à terme est de dématérialiser l'ensemble du processus, dès l'émission de l'appel à concurrence. « Ce point n'est pas encore imposé, pour ne pas pénaliser les entreprises mal informées qui ne pourraient donc pas répondre aux appels d'offres », précisait Marie-José Palasz, chef de service à la Direction des affaires juridiques du ministère des Finances et de l'Industrie, lors d'une conférence récente à l'Electronic Business Group. Il revient donc aux collectivités et autres « personnes publiques » de s'équiper afin de dématérialiser leurs processus de commande, et d'éduquer leurs fournisseurs. « Il est inquiétant de constater le peu de projets mis en œuvre depuis 2002. Les collectivités doivent vraiment passer à la vitesse supérieure », s'exclame Marie-José Palasz. « Comme pour beaucoup de collectivités, nous avons bien d'autres priorités... », répond Éveline Nourry-Canto, directrice de la commande publique à la mairie de Blois. La municipalité a mené sa première expérience de dématérialisation il y a quelques mois, avec la plate-forme hébergée d'Achat-Public.com. « C'était surtout pour démystifier la dématérialisation en interne. En revanche, aucune entreprise n'a

répondu par voie électronique », témoigne la directrice. En effet, le passage au mode électronique ne bouleverse pas seulement les habitudes des collectivités : les entreprises soumissionnaires hésitent également à sauter le pas, compte tenu de l'enjeu d'un appel d'offres. « C'est surtout un problème de confiance. Les entreprises préfèrent remettre une offre de 300 pages en main propre pour être sûres qu'elle soit enregistrée », illustre le DSI de Thales, à la fois émetteur d'appels d'offres privés et soumissionnaire auprès d'acheteurs publics.

Une procédure fortement simplifiée et très économe

Les plates-formes de dématérialisation, qui fleurissent sur le marché, simplifient pourtant au maximum la tâche des entreprises ; l'accès leur est gratuit et les formats standards de documents sont utilisés (PDF, .doc...), des visionneuses étant même parfois intégrées aux plates-formes (les documents très graphiques, notamment en CAO, resteront encore un bon moment réservés au canal classique). Le revendeur informatique Novenci, qui vient de répondre à un appel d'offres électronique, témoigne de cette simplicité : « Nous avons reçu un e-mail indiquant toute la démarche à suivre. Après avoir acheté le certificat électronique requis, nous avons téléchargé le dossier de consultation de l'appel et préparé notre réponse. Le seul problème était que la taille de la réponse était limitée à 8 Mo : nous avons donc envoyé une partie signée électroniquement et demandé une dérogation pour envoyer

le reste sous forme papier. » Chez Ricoh France, grand habitué des appels d'offres avec 600 dossiers traités par an, la dématérialisation est vite entrée dans les mœurs : « C'est très excitant », estime France Schaeffer, responsable des marchés publics de Ricoh France, dont l'expérience électronique remonte à l'été 2003. « S'équiper d'un certificat n'a rien de compliqué. Pour notre premier appel d'offres électronique, à aucun moment nous n'avons imprimé quoi que ce soit et nous avons reçu un accusé de réception comme habituellement. L'amortissement est immédiat : pour moins de 100 € par an, nous économisons en papier, en coursier et en temps. » Pour les établissements publics, l'économie attendue est bien plus élevée : « Plus besoin d'imprimer 50 ou 100 dossiers par appel d'offres et de les distribuer à des entreprises qui de toute façon ne seront pas toutes intéressées », illustre le chef du département marchés de la CCI de Nice-Côte d'Azur.

Reste à bien gérer le virage en interne (formation des équipes, projet mené conjointement par les services métier et le service informatique, etc.).

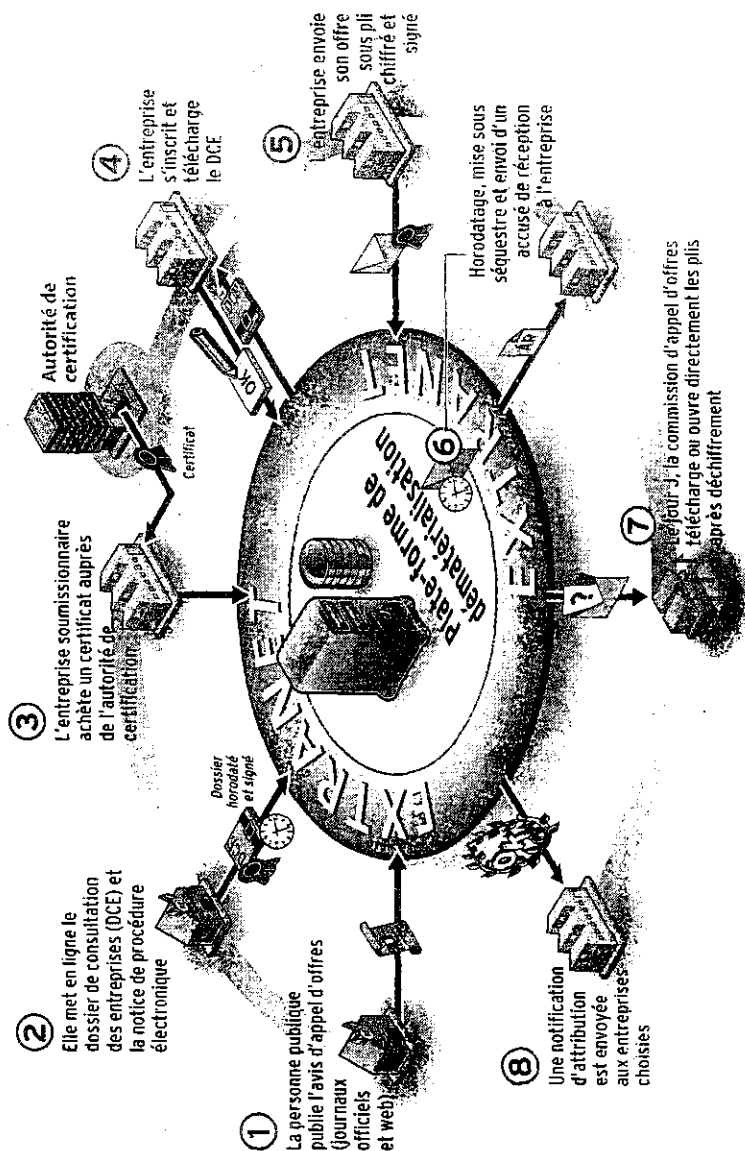
Les éditeurs sont à l'affût

Du côté des éditeurs de plates-formes de dématérialisation, on se frotte les mains. « La demande ne cesse d'augmenter », se félicite Jean-Christophe Didier, cofondateur d'Omnikles, qui ne compte pour l'instant que 18 clients pour son offre OK-Pemp. Le marché est surtout riche en solutions hébergées, un mode particulièrement demandé par les collectivités hésitantes ; l'installation en interne et le développement spécifique restent malgré tout envisagés par les plus importantes d'entre elles. Eux aussi en phase d'adaptation, les éditeurs sont actuellement aux petits soins envers les collectivités pionnières et leurs fournisseurs les plus hardis : une situation qui ne devrait guère résister au rush attendu dans les prochains mois... ■

SI VOUS ÊTES PRESSÉ

Il ne reste aux acheteurs publics que neuf mois pour s'équiper d'un système de dématérialisation des appels d'offres. Plus qu'un changement technique, ce passage au mode électronique implique un bouleversement des habitudes, pour les administrations et les entreprises soumissionnaires : ce sont finalement elles qui retardent les expérimentations, en restant attachées au support papier.

Exemple type d'une dématérialisation en mode FAH



Les systèmes de dématérialisation d'appels d'offres publics sont presque tous disponibles en mode hébergé. Leur spectre est plus ou moins large : aide à la constitution du dossier de consultation des entreprises (DCE) avec workflow, adaptation au type de procédure (appel d'offres ouvert, restreint, procédure adaptée...), publication des avis (il n'y a pas d'obligation de publication sur le web) et du DCE, outils de chiffrement et de signature électronique, horodatage, gestion des ouvertures, enchères électroniques inversées...

Ce que dit la loi

Seule la réception électronique des candidatures et des offres émises par les entreprises dans le cadre d'un marché public est imposée par l'échéance du 1^{er} janvier 2005. Aucune obligation ne pèse en revanche sur les entreprises, si ce n'est celle implicite de faire un choix strict entre voie électronique et voie classique. Comme l'explique Marie-Josée Palasz, chef de service à la Direction des affaires juridiques du Ménéfi, il n'y a pas d'exigences techniques précises quant aux plates-formes de dématérialisation utilisées, dans la mesure où les précautions habituelles sont respectées (confidentialité, authentification des signataires, horodatage, accusés de réception...).

Quelques prestataires spécialisés

Éditeur/Solution	Commentaire	Prix minimum HT*
AchatPublic.com	Plate-forme fondée notamment par la CDC, l'Ugap et France Télécom.	2 280 € pour 2 appels d'offres.
Atexo	Solution open source gratuite, disponible sur le site de l'Audilat. FAH ou non.	500 €/mois
BravoSolution ESOP	Éditeur italien bénéficiant d'une double compétence privé/public.	80 000 €/an.
Double Trade DTP	Solution hébergée qui exploite en partie OK-Pemp.	3 000 €/an, puis de 60 à 80 € par procédure.
Omnikles OK-Pemp	Plate-forme complète. FAH ou non. Paramétrage de procédures adaptées.	De 50 à 100 € par procédure.
SIS SIS Demi@t	Module d'une suite complète de gestion de la commande publique. FAH ou non.	12 500 € pour 3 utilisateurs.
SynerDeal SynerPublic	Un des pionniers du secteur. Double compétence public/privé. FAH.	75 000 €/an pour 50 utilisateurs.

* Hors frais de mise en œuvre.

Première expérience à la CCI de Nice

La chambre de commerce et d'industrie de Nice-Côte d'Azur s'est mise voici un an en quête d'un système de dématérialisation. Dix sociétés ont été étudiées. « En attendant que le marché mûrisse, nous avons opté pour une plate-forme hébergée, celle d'Omnikles, qui sans être la plus simple s'est révélée bien sécurisée. C'était notre objectif principal », explique Pierre Durafour, chef du département marchés. Le premier appel d'offres dématérialisé de la CCI est presque bouclé. Malgré le secteur concerné

- l'informatique -, peu d'entreprises avaient répondu électroniquement deux jours avant la clôture des dépôts. « Nous ferons une enquête auprès des entreprises qui ont répondu sur format papier pour voir où cela coïncide. Nous envisageons aussi de proposer des formations à la CCI pour sensibiliser les entreprises du département, comme nous l'avons fait en interne : la dématérialisation n'a rien de compliqué d'un point de vue technique, mais elle entraîne un bouleversement des habitudes. »

La dématérialisation des marchés publics : un projet à inscrire dans une approche globale de l'e-administration !

L'administration électronique ? Vaste chantier qui cherche à optimiser les circuits d'information au profit de l'ensemble des acteurs concernés : collectivités, partenaires et bénéficiaires. Cette évolution se fera progressivement et devra s'inscrire dans le cadre global de la e-administration : production du document, suivi du processus interne, numérisation, transmission, suivi de l'acheminement, archivage... Parmi ses multiples domaines d'applications (facturation, télé déclarations, formulaires en ligne...), le traitement électronique des appels d'offres est prioritaire. Le législateur a en effet fixé au 1^{er} janvier 2005 des échéances fortes, puisque les collectivités devront d'une part être en mesure de transmettre par voie électronique le dossier de consultation à toutes les entreprises qui le souhaitent et d'autre part pouvoir recevoir par voie électronique les candidatures et les offres des entreprises.

Une démarche progressive du traitement des appels d'offres

Dématérialisation de la publicité des annonces Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC)

Ce cas de dématérialisation est le plus simple, car il n'implique pas de signature électronique. Il propose simplement une saisie directe de l'énoncé de la publicité, évitant ainsi les erreurs de rédaction et réduisant les délais de parution. A ce jour, sur un millier d'avis diffusés aux JO et JOCEE, moins de 10 % proviennent de saisie directe. Cette possibilité dépend des pratiques des annonceurs habilités (offre, gratuite ou non).

Dématérialisation des dossiers de consultation des entreprises (DCE)

Cette dématérialisation n'implique pas de signature électronique. Les soumissionnaires pourront télécharger l'ensemble des pièces constitutives du DCE (CCAP, CCTP, bordereaux de prix, RC, AE, bordereaux de prix...) au format pdf.

Cette possibilité peut-être envisagée sur le portail Internet de la Collectivité, sans procédure particulière pour les appels d'offre ouverts, avec l'attribution d'un code en cas de sélection de candidats (appel d'offres restreint...) Des liens pourront être établis à partir des avis d'appel d'offres publiés sur le site des annonceurs vers le site de la Collectivité.

Il faudra cependant veiller au volume des documents, car au-delà de quelques méga-octets, l'accès par simple réseau commuté sera insuffisant.

Dématérialisation de la réception des candidatures

C'est là le cas le plus sensible. Les candidatures et les offres seront communiquées par voie électronique selon les modalités précisées dans le règlement de consultation. Cette étape nécessitera des outils particuliers pour l'authentification de l'émetteur, la vérification des délais (fonction d'horodatage) et la garantie que seule la commission d'appel d'offres (CAO) puisse ouvrir les plis. Techniquement, les collectivités auront la possibilité de sous-traiter cette sécurisation à des organismes spécialisés sur le principe de "tiers de confiance". Mais quelle que soit la solution technique retenue, elle passera nécessairement par l'acquisition ou la mise en œuvre d'outils informatiques dont actuellement très peu de collectivités sont équipées.

Dématérialisation de la réception des offres

La dématérialisation de la réception des offres est semblable à celle des candidatures mais présente un caractère contractuel plus fort puisqu'elle engage "définitivement" le prestataire. Outre l'authentification de l'émetteur, la vérification des délais et la garantie de non-ouverture avant la CAO, la collectivité se doit de garantir l'originalité du document et son intégrité. La mise en œuvre de signature électronique et de systèmes d'identification très rigoureux devient alors indispensable, allant jusqu'à pouvoir démontrer la "certitude" des procédures et outils mise en œuvre en cas de recours juridique.

Vers une généralisation de la dématérialisation de l'achat public

La dématérialisation de l'achat public pourra s'étendre à terme à :

- **La dématérialisation des commandes** (désignée sous le terme générique de e-procurement) qui s'inscrit dans le cadre de la fonction approvisionnement avec l'intégration de visas électroniques. Elle peut porter sur de simples bons de commandes ou des commandes imputables sur des marchés.
- **Dématérialisation des factures** qui suppose des modalités techniques d'échange entre l'acheteur et le fournisseur (facture, pièces justificatives...)
- **Le paiement électronique** qui implique une révision des méthodes du comptable public : les expériences telles que les cartes d'achats montrent la voie

Claudie Panchetti

Contact : claudie.panchetti@fr.ey.com

Claudie Panchetti, expert TIC au sein d'Ernst & Young, nous éclaire sur la mise en œuvre de ce type de projet.

Quelles sont les principales offres du marché en matière de dématérialisation des marchés publics ?

Les principaux partenaires du secteur public (UGAP, CDC, DEXIA...) préparent une offre "achat public" encore à l'état embryonnaire. Le Moniteur offre un service "marchés en ligne" avec la possibilité de saisie directe de la publicité de consultation, transmise ensuite auprès des annonceurs officiels. Des sociétés privées proposent des plate-formes de dématérialisation de l'achat public (Achatpro, Double Trade, Omnikles, Synerdeal, Syntégra...). Mais d'autres solutions existent : le marché est en pleine effervescence !

Faut-il externaliser la gestion sécurisée des Appels d'Offres dématérialisés ?

Tant que les offres de dématérialisation de l'achat public ne sont pas complètement matures, nous recommandons d'avoir recours à une solution externalisée, sur le principe de ce qui se fait pour les hébergements de sites Web par exemple. Mais à terme, dans le cadre d'une approche globale, plusieurs scénarii mériteront d'être étudiés : externalisation

totale ou partielle, plate-forme de dématérialisation propre à la collectivité... D'autant plus que les prestataires auront tendance à facturer la prestation pour chacune des prestations dématérialisées ! Aussi le moment venu, la Collectivité pourrait avoir intérêt à installer sa propre solution pour l'ensemble des procédures dématérialisées : factures, contrôle de légalité, état civil...

Quels sont les éléments indispensables de ce type de projet ?

Si la "technique" est un élément sensible de ce type de projet, les aspects juridiques et organisation des procédures ne doivent pas être sous-estimés. Par exemple, que se passe-t-il si le système d'information de la collectivité rejette l'offre du fait de la présence d'un virus dans les pièces transmises, et que ce rejet se fait trop tardivement pour permettre au prestataire de faire parvenir un nouvel envoi ? Comment s'assurer que les DCE mis en ligne sont bien la version "validée" notamment lorsque chaque service gère ses propres marchés ? Comment gérer l'envoi de proposition exclusivement papier par certains prestataires ?

Carte achat : une évolution sans précédent des moyens de paiements dans les collectivités locales

Les collectivités doivent viser quotidiennement des lots de factures de faible montant, correspondant à des achats simples et récurrents représentant 60% de leurs acquisitions. Mais ces opérations ne représentent que 5% de la valeur totale des achats et génèrent, outre une débauche de travail, un coût individuel de traitement (commande et exécution) de l'ordre de 80€. Comment rationaliser ces achats tout en respectant le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable ? La Direction Générale de la Comptabilité Publique a lancé, à titre expérimental, depuis novembre 2002, des cartes d'achats.

Les objectifs

L'objectif de la carte d'achats est de simplifier et d'automatiser l'exécution de la dépense, de respecter le délai global de paiement et de sécuriser les achats tout en évitant la circulation de papier. Sa généralisation favorisera le développement parallèle de la facture dématérialisée. Si elle est prévue dans le cahier des charges, la carte d'achats pourra être considérée comme un mode d'exécution des marchés.

Les principes

Délivrée par un opérateur bancaire à un agent d'une collectivité locale pour un usage exclusivement professionnel, la carte d'achat permet à l'ordonnateur

de déléguer une capacité de commande pour des acquisitions de biens et services de faible montant. Cette délégation suppose d'identifier et d'habiller les agents qui en ont besoin dans le cadre de leur activité professionnelle et d'autoriser son utilisation auprès de fournisseurs référencés. L'ordonnateur définit le montant plafond mensuel ou annuel de dépenses autorisées. Le porteur reçoit ainsi une délégation d'engagement juridique.

La procédure

Les achats sont réalisés à distance ou directement chez le fournisseur qui inscrit les éléments de la commande sur la plate-forme de l'opérateur bancaire. Ce dernier procèdera au règlement dès réception des données. La collectivité effectue les contrôles habituels informatiquement ou à défaut sur papier. Une fois les pièces justificatives reçues, le comptable public règle l'opérateur bancaire qui a fait l'avance des fonds au bénéfice des fournisseurs.

Les conditions

Sa mise en place nécessite une étude approfondie des circuits de commande, d'achats et de paiement et une remise en ordre des procédures d'engagement.

La volonté et l'intérêt existent côté collectivités ; reste à trouver des fournisseurs volontaires pour s'équiper pour des procédures entièrement dématérialisées...

Béatrice Bloglio

Contact : beatrice.bloglio@fr.ey.com

ADOPTION DE LA LCEN

Le point sur les apports de la LCEN pour les collectivités, en dehors de l'article L 1425-1 du CGCT (cf. Lettre n° 153).

Après seize mois de navettes parlementaires et la conciliation de la Commission mixte paritaire, la Loi pour la Confiance dans l'Economie Numérique (LCEN ou LEN) vient d'être adoptée définitivement, le 13 mai.

Ce texte à vocation à réguler l'ensemble des activités présentes sur internet en créant une **nouvelle catégorie générique** : la "**communication au public par voie électronique**", qui comprend la "**communication audiovisuelle**" (radios et télévisions quel que soit le support de diffusion) et la "**communication au public en-ligne**" (tous les autres services disponibles sur internet, dont la radio et la télévision "à la carte").

Les intermédiaires techniques : FAI et Hébergeurs

- Les FAI ont toujours l'obligation de proposer des outils de filtrage à leurs abonnés et ils doivent désormais assortir toute publicité vantant les connexions haut débit pour le téléchargement de fichiers d'*"une mention facilement identifiable et lisible rappelant que le piratage nuit à la création artistique"*.

- La nouvelle définition des hébergeurs englobe dorénavant les organisateurs de forum de discussion sans modérateur.

Leur responsabilité civile ou pénale ne peut être engagée s'ils n'ont pas effectivement connaissance du caractère illicite des propos litigieux ou si dès le moment où ils en ont eu connaissance, ils ont agi promptement pour retirer ces données ou les rendre inaccessibles.

La LCEN introduit à ce titre une présomption de connaissance des faits litigieux lorsqu'un certain nombre d'éléments est notifié aux hébergeurs (article 6 §5).

- En contrepartie de cette responsabilité limitée, les FAI et les hébergeurs doivent mettre en place un dispositif facilement accessible et visible permettant à toute personne de porter à leur connaissance, les infractions d'apologie de crimes contre l'humanité, d'incitation à la haine raciale et de pornographie infantile. Ils doivent ensuite en informer promptement les autorités publiques compétentes.

Le non respect de ces obligations est sanctionné d'un an d'emprisonnement et 75 000 d'amende maximum.

L'AFA (Association des Fournisseurs d'Accès et de Services Internet) a déjà anticipé cette réglementation en publiant une charte de bonne conduite.

www.afa-france.com/actions/charte_internet.htm

- Il sera également possible d'obtenir, dans le cadre d'un référé ou sur requête (procédures d'urgence), du Président du Tribunal qu'il prescrive aux hébergeurs, et à défaut aux fournisseurs d'accès internet, "*toutes mesures propres à prévenir un dommage ou à faire cesser un dommage occasionné par le contenu d'un service de communication au public en ligne*".

Droit de réponse en ligne

La LCEN met en place un droit de réponse en ligne qui peut s'exercer pendant 3 mois à compter de la date à laquelle cesse la mise à disposition du message incriminé. Il appartient au directeur de la publication d'insérer la réponse, dans les 3 jours de sa réception, sous peine d'une amende de 3 750 €.

Cette mesure sera effective après publication d'un décret en Conseil d'Etat fixant les modalités de son application. Pour autant, il est fortement conseillé de vérifier dès à présent que l'ours électronique de votre site désigne le directeur de publication, légalement défini par la loi (article 93-2 de la loi du 29 juillet 1982).

Distinction entre écrit papier et écrit numérique

La LCEN met en place une prescription à deux vitesses, l'une applicable aux articles publiés uniquement sur internet, l'autre aux articles de presse papier simplement réédités en ligne.

Dans le premier cas, le directeur de publication ou l'auteur peut être poursuivi pénalement et civilement tant que le contenu présumé litigieux demeure accessible en ligne, alors que les rééditions d'articles de presse papier sur un site internet bénéficient toujours de la brève prescription de 3 mois, laquelle court à compter de la date de leur première publication sur support papier.

Une telle disposition remet en cause la jurisprudence de la Cour de Cassation qui avait considéré que le délai de prescription de 3 mois courrait dès la date de leur première mise en ligne. ("*le point de départ du délai de prescription de l'action publique prévu par l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881 doit être fixé à la date du premier acte de publication; que cette date est celle à laquelle le message a été mis pour la première fois à la disposition des utilisateurs du réseau*", Cour de cassation, ch. crim. 16 octobre 2001, G. Tranchant c/ G. Bardin et R. Renom de la Baume.)

OPT-IN

Le système de l'opt-in impose aux professionnels d'obtenir le consentement préalable de leur prospect avant tout envoi de messages commerciaux non sollicités.

Applicable depuis un décret du 6 août 2003 aux publicités par Fax, adressées aux personnes physiques à titre privé ou professionnel (médecins, avocats, artisans, ...), il entrera en vigueur pour les mails dès la publication de la LCEN et sera précisé par décret pour les services offerts par téléphonie mobile.

Le dernier round avant promulgation du texte se déroulera certainement devant le Conseil Constitutionnel. Les groupes parlementaires PS et PC ont en effet annoncé leur intention de saisir le Conseil pour demander l'annulation de certaines dispositions visées ci-dessus.

Nicole Bondoïs, Avocat
Nicolas Samarcq, Juriste
www.brmavocats.com

DOCUMENT N°8

Livre Blanc : Propositions et Recommandations du MEDEF en matière d'Administration Electronique

RESUME

Le MEDEF souhaite participer activement à ce mouvement complexe qu'est l'Administration Electronique qui, selon l'acception de l'OCDE, consiste en "l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) et en particulier de l'Internet en tant qu'outil visant à mettre en place une administration de meilleure qualité".

En rédigeant ce Livre Blanc, le MEDEF poursuit trois grands objectifs :

- 1 – Encourager l'informatisation des Administrations, dans l'optique d'accroître leurs performances et de favoriser la réduction du poids des prélèvements et des dépenses publiques.**
- 2 – Placer les entreprises au centre des réseaux et des systèmes d'échanges informatisés d'informations que développe l'Administration.**
- 3 – Contribuer à la modernisation du pays, en incitant le discours politique à actualiser sa posture et à se concentrer sur l'essentiel, dans un dossier complexe.**

Pour que le Gouvernement atteigne ces objectifs, le MEDEF propose les mesures suivantes :

- Développer en priorité les services à destination des entreprises :

Le renforcement de notre attractivité passe par la disponibilité de services d'Administration performants facilitant la vie des entreprises. Ceux-ci doivent également être un levier pour que les PME abordent de façon plus active les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

- Prendre en compte les besoins des entreprises :

Il faut développer en priorité les services qui donnent réellement de la valeur aux entreprises, en concertation avec celles-ci, et en faire la promotion en démontrant les bénéfices aux utilisateurs. Doivent aussi être privilégiées la simplicité d'usage, la traçabilité des procédures, l'interopérabilité des systèmes des Administrations avec les entreprises et des Administrations entre elles, et la transparence d'utilisation des différents canaux de communication avec l'administration : Internet, téléphone, courrier électronique, courrier papier et contact physique.

- Développer des services d'e-administration performants :

Il faut réussir, dans les administrations, la conduite du changement liée à la e-transformation. L'objectif est de développer une Administration en réseau, plus réactive, davantage à l'écoute des citoyens et des entreprises.

Il convient à cet égard d'évaluer régulièrement et sur le long terme, dans un processus d'amélioration continue, les projets de e-administration auprès des clients internes et externes et avec les pays ayant déjà procédé à une e-transformation de leur Administration.

- Débloquent les verrous juridiques à la dématérialisation des procédures :

Il faut harmoniser les règles et exigences des différentes Administrations vis-à-vis de la communication du mandat par les tiers déclarants, et réduire le cycle d'achats publics notamment pour les projets touchant les systèmes d'information.

- Développer les partenariats public – privé :

Une dynamique de partenariat public – privé doit être encouragée que ce soit pour la participation aux programmes, l'échange d'expériences ou des réalisations communes.

- Développer la confiance dans l'Internet :

Un compromis est à cet égard indispensable entre la légitime exigence de sécurité et la souhaitable simplicité d'utilisation, et il convient de développer différents niveaux de sécurisation selon le secret et selon le service.

- Promouvoir l'utilisation des téléprocédures :

Une campagne gouvernementale de communication devrait être lancée pour faire connaître les réalisations de l'Administration Electronique, valoriser celles-ci et inciter à leur usage.

Il faut de même favoriser l'usage des téléservices par les entreprises, par la mise en œuvre d'incitations.

- Promouvoir l'utilisation des TIC dans les entreprises, notamment les PME :

Des campagnes de promotion et d'incitation à l'utilisation des TIC et en particulier de l'Internet par les PME devraient être également lancées par le Gouvernement.

A ces conditions, l'Administration Electronique pourra être un grand chantier de modernisation, auquel le MEDEF apportera tout son soutien.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

par Philippe Lemoine,
président du Comité Economie Electronique
du Groupe de Propositions et d'Actions Recherche - Innovation
du MEDEF

Le MEDEF a entrepris la rédaction d'un Livre Blanc sur l'Administration Electronique. Il entend en effet exprimer ses propres positions sur un sujet qui peut contribuer à faire circuler une nouvelle énergie dans l'économie et dans la société françaises.

En intervenant sur ce dossier, le MEDEF poursuit trois grands objectifs :

1 – Encourager l'informatisation des Administrations, dans l'optique d'accroître leurs performances et de favoriser la réduction du poids des prélèvements et des dépenses publiques.

L'Administration Electronique peut en effet être un levier de la réforme de l'Etat. Mais comme l'expérience des entreprises l'a montré, il ne suffit pas de développer l'utilisation des technologies de l'Information pour constater une augmentation de la productivité. Il faut de la volonté et il faut insérer intelligemment cette volonté dans les objectifs et dans le contrôle de chaque projet. C'est pourquoi le MEDEF en tant qu'acteur extérieur à l'Administration et libre de ses propos, entend mettre clairement l'accent sur ces objectifs de performance et de productivité.

2 – Deuxième objectif : placer les entreprises au centre des réseaux et des systèmes d'échanges informatisés d'informations que développe l'Administration.

Les entreprises sont en effet dans des relations permanentes de transfert de données avec les Administrations, notamment dans la sphère fiscale d'une part et dans la sphère sociale d'autre part. A ces situations récurrentes s'ajoutent certains moments critiques où l'informatisation peut faciliter et dynamiser, avec à la clé de forts enjeux économiques : création d'entreprises ; développement des jeunes entreprises (par exemple : accès à l'information sur l'état d'avancement d'un dossier de remboursement de TVA) ; accès aux marchés publics ; etc... Malgré de tels enjeux, la priorité actuelle des pouvoirs publics paraît se concentrer sur des applications tournées vers les personnes privées, applications probablement perçues comme plus porteuses d'une image de modernisation. Mouvement des entreprises, le MEDEF entend renverser cette perspective et insister d'autant plus sur la priorité « entreprises » qu'il faut tenir compte de trois éléments :

- l'incitation que l'Administration Electronique pourrait constituer, pour que les petites et très petites entreprises s'équipent en informatique et se connectent à Internet ;
- le danger qu'il y aurait à mettre une trop forte pression sur les applications liées aux personnes physiques, dans la mesure où celles-ci peuvent soulever des problèmes lourds en matière « Informatique et Libertés » susceptibles de provoquer à terme un blocage ou un coup de frein ; les applications liées aux personnes morales ne soulèvent pas ces problèmes ;
- le progrès que constituerait la participation des entreprises à la conception des systèmes en tant que partenaires à l'échange, dans des réseaux d'information interactifs et évolués. L'Administration Electronique n'est en effet pas un sujet qui va dans un seul sens. Il ne s'agit pas uniquement d'aspirer des informations, en automatisant des formulaires. L'enjeu, c'est de permettre également aux partenaires de l'Administration d'avoir accès aux informations qui les intéressent, au moment où ils en ont besoin (cf. traçabilité, suivi des dossiers etc...). Il ne fait pas de doute que les entreprises sont mieux placées pour jouer ce rôle d'interlocuteur actif, participant à la conception des systèmes, que des particuliers. Même si certaines Administrations entendent désormais les appeler leurs « clients ».

3 – Troisième objectif : contribuer à la modernisation du pays, en incitant le discours politique à actualiser sa posture et à se concentrer sur l'essentiel, dans un dossier complexe.

Dans les rencontres internationales, la France est en effet considérée comme « en retard » sur le dossier de l'e-administration. En Europe, on cite plus souvent la démarche des pays scandinaves ou celle de l'Italie. Pourquoi ? Cela ne tient en rien à la capacité de mener à bien des grands projets complexes. Selon ce critère, la France est même extrêmement bien placée avec, par exemple, des réalisations comme la carte VITALE (santé, sécurité sociale), le projet COPERNIC (impôts) ou le GIP NET-ENTREPRISES (données sociales). Récemment encore, dans un domaine particulier, la mise en place d'une chaîne intégrée reliant automatiquement différents systèmes allant du contrôle des excès de vitesse par radar jusqu'à l'émission et au recouvrement des amendes, a démontré la maturité des équipes techniques de l'Administration pour mener à bien des grands projets.

Pourquoi alors, cette impression de retard ? Cela tient moins aux faits qu'à la manière dont le pouvoir politique s'organise pour soutenir, relayer et amplifier l'effort.

- Les entreprises savent que les projets d'informatisation sont des tâches de longue haleine qui ne procurent pas toujours des bénéfices immédiats, qui suscitent des résistances et des oppositions et qui ne peuvent donc pas aboutir sans un fort soutien de la Direction Générale. Il en va forcément de même avec l'Administration qui est confrontée à des enjeux d'une grande complexité, à commencer par ceux de la transversalité, de l'interministérialité ou, dans une période de décentralisation, de rapports entre Administrations locales et Administrations centrales.

- La responsabilité de soutenir, coordonner et relayer les efforts est nécessairement délicate. Un danger serait celui de laisser penser que tout découle d'une initiative par le haut : il en a été ainsi, à une époque, du dossier « Administration Electronique » qui se présentait comme le pur reflet d'une volonté politique derrière laquelle se rangeaient bien sagement des grands projets, comme COPERNIC, qui avaient pourtant une tout autre histoire.

- Un autre danger est celui des « bonnes idées » qui peuvent surgir à tel ou tel moment dans un Cabinet. Il y a ainsi une dialectique subtile à entretenir entre le dossier de l'e-administration et celui de la simplification administrative. L'informatisation peut permettre de masquer les complications de procédures et d'anticiper des simplifications et des ré-organisations qu'il faut pourtant conduire, en gagnant du temps sur les premiers bénéfices que des utilisateurs peuvent trouver. A l'inverse, la mise en place des systèmes d'information est une démarche longue, souvent pluri-annuelle, et le politique doit en tenir compte dans ses priorités, quitte à s'interdire certains effets d'annonce.

L'Administration Electronique est ainsi un sujet structurant qui amène à distinguer le rythme managérial des indispensables changements structurels dans l'Administration et le rythme spécifique des impulsions politiques. En se situant comme un partenaire constant et engagé, le MEDEF peut contribuer à faciliter une clarification des niveaux de responsabilités et une focalisation du discours politique sur ses responsabilités propres : objectifs, priorités, procédures de décision, choix des hommes, allocation des moyens.

Pour mettre en œuvre les trois grands objectifs que le MEDEF poursuit ainsi sur ce dossier, sept enjeux font l'objet d'approfondissement dans le cadre du Livre Blanc. Ces approfondissements ont été menés au sein d'un Groupe de travail qui a bénéficié notamment des informations et des discussions menées avec différents responsables auditionnés, en particulier M. Henri PLAGNOL (Secrétaire d'Etat), M. Jacques SAURET (Directeur de l'ADAE), M. Patrick DAILHÉ (Directeur du projet COPERNIC).

Ces sept enjeux sont les suivants :

- **Cadre d'ensemble** : il est nécessaire d'exprimer fortement une cohérence et une volonté politique, resituant les actions entreprises dans un cadre stratégique. Ce cadre doit relier les projets technologiques aux stratégies de réforme des organisations.
- **Conception partagée** : les entreprises demandent à être considérées comme de vrais partenaires de la mise sous tension, en termes de coûts et de délais, des Administrations en réseau. De même que « l'entreprise étendue » associe ses clients et ses fournisseurs à son fonctionnement, l'Administration doit concevoir ses systèmes de communication en liaison avec ses interlocuteurs.
- **Partenariat Public/Privé** : l'Administration Electronique doit être conçue comme un chantier exemplaire de partenariat public/privé. Les obstacles gênant des formes efficaces et réactives du travail, qu'il s'agisse d'apports de compétence dans la mise en œuvre de projets, de réalisations conjointes dans la promotion de certains systèmes (cartes, réseaux), de circulation des données utiles au développement d'un secteur d'informations à valeur ajoutée ou du fonctionnement fluide des marchés publics, devront être analysés et supprimés.
- **Promotion** : les Administrations devraient mettre en œuvre des incitations bien pensées et conformes à l'égalité entre administrés, pour privilégier le recours à l'Administration électronique. Ces incitations devraient s'étendre à l'équipement informatique des petites et très petites entreprises.
- **Interopérabilité** : le développement des systèmes d'information doit être mené dans une optique d'interopérabilité et de recours aux standards du marché. Il faut en effet permettre une circulation aisée et sans rupture de charge entre les systèmes de gestion des entreprises, les systèmes de communication avec l'Administration et les systèmes administratifs. Ce qu'il faut éviter serait une suite de procédures cloisonnées où l'on automatiserait des formulaires et des interfaces, sans pouvoir en tirer de vraie valeur ajoutée.
- **Confiance** : toutes les procédures d'accès à Internet doivent être sécurisées, dans des proportions adaptées aux enjeux réels. De nombreux échanges d'information peuvent être entourés de procédures de sécurité légères et anonymes. Certaines opérations, notamment liées à la circulation d'information confidentielles ou à la circulation de droits et d'avoirs, doivent par contre donner lieu à une sécurisation poussée.
- **Performance** : l'Administration doit s'attacher à mesurer les progrès accomplis et à en rendre compte de manière transparente, vis-à-vis de ses partenaires. Ceci amène à identifier les différentes sources de frein, notamment les éventuels verrous juridiques, et à adopter dans les évaluations une optique transversale, multi-canal, conforme à la perception externe des performances administratives. Des benchmarks avec les Administrations françaises et Administrations de pays étrangers qui ont déjà procédé à une informatisation de leurs échanges devraient permettre à l'Administration française de prendre exemple sur les meilleures pratiques et de faire en sorte que les démarches des Etats membres de l'Union européenne soient plus coordonnées entre elles.

A ces conditions, l'Administration Electronique pourra être un grand chantier de modernisation, auquel le MEDEF apportera tout son soutien.

COLLECTIVITES : OPERATEURS OU NON ?

Actuellement, que peuvent vraiment faire les collectivités dans le secteur des télécommunications ? Le point juridique.

A l'heure où l'Assemblée Nationale vient d'adopter le 8 janvier 2004 la troisième version du nouvel article L. 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) après moult péripéties, le projet de loi sur la Confiance en l'Économie Numérique suscite toujours autant d'incertitudes pour les collectivités locales qui se veulent actives dans le secteur des télécommunications.

En vertu de l'article L. 1511-6 du CGCT les collectivités sont autorisées à **créer** des infrastructures de télécommunications après une **simple consultation publique** pour recenser les besoins des opérateurs ou utilisateurs, la condition de constat préalable de carence de l'initiative privée de la loi du 25 juillet 1999 ayant été supprimée par la loi du 17 juillet 2001. Mais, **l'interdiction de concurrencer le secteur privé**, c'est-à-dire d'être elles-mêmes opérateurs de télécommunications (exploiter des réseaux et fournir des services), est maintenue.

Le constat d'une " **fracture numérique** " dans l'offre de services d'accès au haut débit a justifié l'insertion dans le projet de loi sur la Confiance dans l'Économie Numérique d'un nouvel article L. 1425-1 du CGCT abrogeant ainsi l'article L. 1511-6.

La première version de ce texte adoptée par l'Assemblée Nationale, en première lecture, le 26 février 2003 a donné aux collectivités les " *moyens d'intervenir beaucoup plus activement sur le marché pour favoriser la construction de réseaux dans des zones où les opérateurs n'envisagent pas d'investir à court terme* " (Débats A.N., 25 février 2003).

Les collectivités locales étaient alors autorisées à **établir et exploiter des réseaux de télécommunications ouverts au public**, après consultation publique recensant les projets et les besoins, mais aussi à les autoriser à **fournir des services de télécommunications**, sous réserve d'un constat d'insuffisance d'initiatives privées propres à satisfaire les besoins des populations et des entreprises, limité toutefois à la fourniture de services, comme d'acquérir elles-mêmes des droits d'usage : les collectivités devenant ainsi opérateurs de télécommunications soumis, comme les autres, aux règles afférentes à cette activité.

Cette première version s'est attachée notamment au respect des règles de la concurrence. Les collectivités devaient transmettre leurs projets d'activités et leurs modalités d'exécution à l'ART qui " *peut* " émettre un

" *avis public* " au regard notamment de l'exercice d'une " **concurrence saine et loyale sur le marché** ", dans le délai d'un mois : ce texte restait toutefois silencieux sur la valeur de cet avis comme sur l'éventuelle sanction en cas d'entrave à la concurrence, s'il est passé outre un avis défavorable. Les collectivités devaient prévoir une comptabilité distincte entre leurs activités d'établissement de réseaux et d'exploitation, et une " **séparation juridique effective** " entre ces activités et leurs fonctions d'octroi des droits de passage.

Une deuxième version a été adoptée le 26 juin 2003 par le Sénat, au motif des risques nés de la création " *tacite* " d'un " *service public local* " et des conséquences financières y attachées pour les collectivités. Le rôle des collectivités devait, selon le Sénat, se limiter à celui de " *catalseur* " dans l'activité d'opérateur.

Aussi, le texte modifié prévoyait, en sus de la transmission pour avis à l'ART de leurs projets, que **l'établissement** de réseaux devait faire l'objet d'une publication préalable dans les 2 mois dans un journal d'annonces légales ; mais surtout il réintroduisait la condition d'un **constat préalable d'une insuffisance d'initiatives privées** pour les activités d'exploitation et de fourniture, doublé d'une **information de l'ART**.

Le principe du non-cumul pour une même personne morale est limité à l'activité d'opérateur avec celle d'octroi des droits de passage, et celui de la tenue d'une comptabilité distincte entre activités d'établissement et celle d'opérateur a été réitéré.

La troisième version adoptée, en deuxième lecture, le 8 janvier 2004 par l'Assemblée Nationale est revenue notamment à un assouplissement de l'exercice d'activités d'opérateur, en limitant la nécessité du constat d'insuffisance des initiatives privées à la seule fourniture des services, qui sera établi par le résultat infructueux d'un appel d'offres : en pratique, les collectivités locales auront-elles le choix entre le recours à un marché public sur appel d'offres ou à une délégation de service public mais adoptant elles-mêmes, une procédure d'appel d'offres ?

Le Sénat devra se prononcer d'ici le 6 et 7 avril 2004, il est à espérer un juste équilibre entre l'encadrement nécessaire de l'activité d'opérateur des collectivités et la nécessité de combler le " *vide numérique* " qu'elles ont vocation à résoudre.

Pascale Poupelin & Anoly Saypharath
Avocats à la Cour
SCP Salans & Associés
<http://www.salans.com>

DOCUMENT N°10**EXTRAIT****L'administration électronique, un levier de la réforme de l'Etat**

Jean-Pierre Raffarin

Le président de la République, en indiquant dans son discours du 7 janvier 2004 aux corps constitués que l'ensemble des démarches devaient pouvoir être accomplies à distance par téléphone ou par internet à l'horizon 2006, a fait de l'administration électronique un levier majeur de la réforme de l'État et une priorité du Gouvernement.

Pour faire vivre cette ambition, le Gouvernement présente aujourd'hui le projet "ADministration ELEctronique 2004/2007- ADELE pour vous simplifier la vie" qui traduit la nécessité de donner un cadre pluriannuel, cohérent et coordonné au développement de l'administration électronique dans notre pays. C'est le gage d'une réelle mobilisation, dans la durée, autour des objectifs que je souhaite lui assigner : rendre l'administration plus efficace, plus proche, plus transparente, plus facile d'accès pour l'ensemble des usagers.

Cette administration électronique pour tous constitue donc un puissant facteur de modernisation de l'État. Elle va modifier profondément les procédures administratives, en enrichissant le travail des agents, au profit d'une administration en réseau, affranchie des pesanteurs hiérarchiques et d'un fonctionnement souvent trop cloisonné. Une administration plus réactive, qui favorisera, grâce à l'émergence d'un environnement plus sûr, le développement de la confiance de nos concitoyens dans le recours à internet, tout en contribuant de façon déterminante à la simplification de leurs relations avec l'administration.

Ce projet s'inscrit dans le prolongement du programme "RE/SO 2007", lancé à l'automne dernier, qui a marqué la volonté du Gouvernement d'ancrer fermement la France dans la société de l'information. Dans ce grand chantier, l'État a en effet un rôle majeur à jouer en montrant l'exemple d'un usage large et innovant des technologies de l'information pour simplifier la vie des Français.

Jean-Pierre RAFFARIN
Premier ministre

Pour une administration de services

Jean-Paul Delevoye et Henri Plagnol

Le Gouvernement a décidé de donner une impulsion sans précédent au développement de l'administration électronique, outil majeur de simplification de la vie des Français dans leurs relations avec l'administration. La plupart de nos partenaires européens, et notamment les plus performants d'entre eux, se sont engagés dans une ambitieuse politique d'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Or, il faut bien reconnaître que, sans nier les efforts qui ont été entrepris dans le passé, notre pays, qui a pourtant vu la naissance du Minitel, a enregistré un certain retard dans ce domaine.

Il est primordial que la France puisse combler ce retard tout en se fixant comme objectif d'atteindre un niveau d'excellence en matière d'administration électronique. L'Agence pour le développement de l'administration électronique a été créée en février 2003 : cet outil interministériel doit permettre d'assurer la montée en puissance des applications nouvelles, dans le cadre d'une stratégie globale et cohérente de mutualisation des moyens, tout en garantissant l'interopérabilité des systèmes et des procédures.

Notre projet est simple : mettre en œuvre une administration électronique pour tous. Passer d'une administration de l'information à une administration interactive, et facilitant l'accomplissement des démarches à distance. L'administration électronique n'a évidemment pas pour vocation d'être au service de la seule communauté des internautes. Elle s'adresse, au contraire, à l'ensemble des usagers de l'administration, citoyens, entreprises, associations ou collectivités locales. Elle doit surtout répondre aux attentes qu'ils expriment dans leur vie quotidienne, et non pas, comme cela a été trop souvent le cas, uniquement aux préoccupations propres des services.

C'est pourquoi "ADministration ELEctronique 2004/2007- ADELE pour vous simplifier la vie", s'inscrit dans une démarche que l'on pourrait qualifier de "gagnante-gagnante" pour les usagers, mais aussi pour les fonctionnaires et pour l'économie de notre pays dont elle renforce globalement la compétitivité et la maîtrise des dépenses publiques, permettant ainsi une réaffectation des moyens rendus disponibles vers des secteurs prioritaires.

Les 140 mesures qui sont réunies dans le plan d'action de l'administration électronique pour les quatre années à venir, qui concerneront près de 300 nouveaux services, reposent sur quelques principes qui résument la philosophie inspirant l'action du Gouvernement : simplicité, sécurité, confidentialité et personnalisation.

Enfin, le développement de l'administration électronique doit aussi permettre aux citoyens d'être mieux associés à la définition des politiques publiques, de mieux comprendre les actions d'une administration plus transparente, mettant ainsi en place les prémices d'une nouvelle forme de "République numérique".

Henri Plagnol - Jean-Paul Delevoye

1- Qu'est-ce que l'administration électronique ?

- Des services plus rapides : meilleure circulation de l'information par la voie électronique et délais d'instruction raccourcis.
- Des services mieux gérés : meilleure connaissance des coûts et mise en commun de

projets identiques entre administrations.

- Des services plus efficaces : suppression des tâches répétitives.
- Une approche qui englobe tous les points d'accès administratifs : guichet, ordinateur personnel, borne interactive, téléphone, télévision...

L'administration électronique ne se résume donc pas à l'administration sur l'internet

L'administration électronique aujourd'hui

- Plus de 200 téléservices publics et 5 500 sites internet publics (en progression de 17 % depuis 2002).
- Plus de 90 % des formulaires administratifs sont disponibles en ligne (contre 74 % en avril 2002).
- Près de 2 millions de visiteurs par mois consultent service-public.fr le portail de l'Administration française (progression de 54 % en un an).
- Plus de 600 000 Français ont payé leurs impôts en ligne en 2003, soit 5 fois plus qu'en 2002.
- 50 millions de cartes Sesam Vitale ont été distribuées à ce jour.
- Plus de 50 % des feuilles de soins sont traitées au travers de Sesam Vitale, soit plus de 600 millions de feuilles maladie, ce qui a permis une réduction des délais de remboursement de deux mois à sept jours.
- La moitié des demandes de certificat de non-gage (plus de 2 millions de demandes par an) s'effectue désormais par internet avec le service téléc@rtegrise.

2- Sondage BVA : les Français et l'administration électronique, un climat favorable

Le secrétariat d'État à la Réforme de l'État a lancé, dès 2002, un baromètre annuel, réalisé par BVA, pour mieux suivre les attentes des usagers et proposer ainsi des services adaptés.

Les résultats du dernier baromètre (décembre 2003) sont les suivants :

- **Plus de 20 % des contacts avec l'administration se font par internet (contre 13 % en 2002), et ce taux atteint jusqu'à 45 % chez les jeunes**
 - la hausse de l'utilisation de l'internet est donc de +7 % sur l'année 2003 ;
 - les moyens traditionnels les plus utilisés pour effectuer les démarches administratives qui sont le téléphone (91 %), le courrier postal (88 %) et le passage à un guichet (82 %) ont amorcé une baisse au profit de l'internet.
- **20 % des Français sont usagers de l'administration électronique, et ce chiffre pourrait doubler en 2004**
 - 19 % de la population n'ayant pas encore fait de démarches administratives par internet est prête à le faire au cours des 12 prochains mois.
- **Internet comme source d'information inspire de plus en plus confiance**
 - le passage à un guichet reste aux yeux des Français la source d'information la plus fiable et qui respecte le plus la confidentialité (respectivement pour 46 et 41% des interviewés) ;
 - mais gain de confiance de 5 points pour internet, tant en termes de confidentialité.

DOSSIER

Le projet ADELE et les collectivités

Le Premier ministre a lancé, le 9 février 2004 à Lyon (69), ADELE, le programme gouvernemental "ADministration ELEctronique 2004/2007". Sur les 140 mesures réunies dans ce plan d'actions, le point sur celles qui concernent plus spécifiquement les collectivités locales.

Un plan pharaonique : le projet ADELE compte 140 mesures pour un budget total de 1,8 milliard d'euros sur trois ans (hors formation), financé sur les budgets des ministères concernés. Mais les retombées qui en sont attendues seraient à l'aune des efforts consentis : des gains de productivité compris entre 5 et 7 milliards d'euros par an à partir de 2007... "Interface naturelle entre les citoyens et l'administration", les collectivités sont incitées à dématérialiser leurs échanges avec les administrations pour pouvoir offrir des services à forte valeur ajoutée aux citoyens.

Information et échanges de documents

Les services à destination des collectivités territoriales portent essentiellement sur la diffusion d'information et sur l'échange de documents.

Concernant la mise à disposition d'information, la poursuite du déploiement du co-marquage avec service-public.fr et l'ouverture des systèmes d'information territoriaux (SIT) aux communes sont prioritaires.

Côté échange de documents, l'automatisation de la transmission sécurisée par les mairies à l'INSEE des bulletins statistiques d'état-civil et des avis électoraux est au programme pour 2004-2006. Mais c'est surtout sur la dématérialisation que portent tous les efforts...

Dématérialisation du contrôle de légalité

L'exercice du contrôle de légalité reste l'une des fonctions régaliennes assurées par les représentants de l'État dans les départements et les régions. Il doit être à la fois simplifié par la rationalisation et la limitation des types d'actes soumis au contrôle et modernisé par le recours à la dématérialisation des actes des collectivités locales. La dématérialisation, entreprise dans le projet ACTES (Aide au contrôle de légalité dématérialisé), a pour objectifs :

- l'allègement des tâches matérielles liées à la conception, la rédaction, la transmission, le contrôle et l'archivage des actes ;
- la rationalisation du contrôle par l'automatisation des tâches répétitives d'enregistrement, de délivrance d'accusés de réception et de gestion des délais contentieux ;
- une meilleure qualité de l'expertise des actes en permettant de concentrer le contrôle sur les actes qui présentent un enjeu majeur ;
- une plus grande sécurité juridique des actes soumis au contrôle en fournissant aux collectivités locales l'expertise et le conseil qu'elles attendent du représentant de l'État.

Ces deux projets s'inscrivent dans une démarche globale de simplification des relations des collectivités avec les services de l'État et leurs autres partenaires. Ils rejoignent d'autres initiatives telles que la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Par ailleurs, la dématérialisation des circuits comptables et financiers va permettre la mise en œuvre du projet Helios. Helios 1 permettra de construire une application de tenue de la comptabilité en intégrant les meilleures pratiques (budget, comptabilité, dépenses, recettes, dette, inventaire, régies, marchés). Helios 2 assurera la valorisation des informations de gestion (analyse financière, coût des services), l'offre de nouveaux services aux ordonnateurs (gestion de trésorerie, consolidation), des outils de contrôle interne (traçabilité des opérations) et de mesure d'activité (indicateurs d'activité et de résultats). La mise en œuvre de ces mesures est prévue pour 2004-2007.

Systèmes d'information géographique (SIG)

Aujourd'hui, il s'agit d'impulser une politique de mise en place mutualisée des SIG pour les services publics, afin de rendre homogènes à la fois les outils de cartographie numérisée et de moteur de recherche et l'ensemble des données émanant du secteur public.

Trois actions sont engagées :

- la constitution, confiée à l'IGN, d'un référentiel géographique à grande échelle (RGE) de précision métrique sur l'ensemble du territoire national ;
 - la constitution de SIG adaptés à tel ou tel métier ou besoin, en s'appuyant sur des référentiels définis en commun avec les ministères et le Conseil national pour l'information géographique ;
 - la définition du périmètre d'une base cartographique numérisée de premier niveau installée dans chaque SIT (système d'information territorial), de manière à développer le travail coopératif et le partage de données entre les services déconcentrés.
- Calendrier de mise en œuvre : 2004-2005*

Mutualiser les bonnes pratiques

Le plan stratégique de l'administration électronique prévoit de développer la pratique d'expérimentations locales de dispositifs nationaux. L'agence pour le développement de l'administration électronique (ADAE) assiste les acteurs locaux des agences régionales dans cette tâche.

L'État a notamment confié à la Région Bourgogne l'expérimentation d'une plate-forme locale de télé-services à destination des citoyens et des entreprises (cf. Lettre n° 144).

Le projet FAST (Fournisseur d'Accès Sécurisé Transactionnel) expérimenté pour le contrôle de légalité dans les Yvelines est prolongé (cf. n° 140).

Détail de toutes les autres mesures : www.adae.gouv.fr/adele

DOCUMENT N°12

Les collectivités et l'économie numérique

Repères

► Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.

► Article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

► Article L.2224-35 du Code général des collectivités territoriales.

L'essentiel

● **La loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique**, publiée au «Journal officiel» du 22 juin 2004, vient élargir le champ d'intervention des collectivités territoriales dans le domaine des télécommunications.

● **L'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales** autorise les collectivités à exploiter des réseaux de télécommunications, afin de remplir pleinement les objectifs d'aménagement numérique de leur territoire.

● **L'article L.224-25 du CGCT** définit de nouvelles modalités d'enfouissement des réseaux de télécommunications installés sur un support de ligne aérienne du réseau public de distribution d'électricité.



a loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LEN) vient élargir le champ d'intervention des collectivités territoriales dans le domaine des télécommunications en insérant deux nouveaux articles dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT).

1. Le nouvel article L.1425-1 du CGCT

Cet article constitue une avancée substantielle des compétences des collectivités territoriales et de leurs groupements dans le domaine des télécommunications. Ce texte était attendu par de nombreuses collectivités. Le cadre juridique antérieur limitait leur intervention à un rôle de gestionnaire d'infrastructures. En les autorisant à exploiter des réseaux de télécommunications, le législateur ouvre aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de remplir pleinement leurs objectifs d'aménagement numérique de leur territoire.

Un champ d'intervention des collectivités élargi

Les collectivités et leurs groupements peuvent, deux mois au moins après la publication de leur projet dans un journal d'annonces légales et sa transmission à l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), établir et exploiter des infrastructures et des réseaux de télécommunications ouverts au public.

L'article L.1425-1 du CGCT permet d'établir aussi bien des infrastructures passives que des réseaux de télécommunications, c'est-à-dire incluant des équipements actifs. Le texte délimite la mise à disposition de ces infrastructures et réseaux aux opérateurs et utilisateurs de réseaux indépendants. Il s'agit, pour les collectivités, de répondre aux besoins des opérateurs et des utilisateurs auprès de qui elles sont déjà habilitées à assurer la fonction de gestionnaire d'infrastructures de télécommunications, dans le cadre actuel de l'article L.1511-6 du CGCT.

Selon les termes de l'article L.32 4° du Code des postes et télécommunications, on entend par réseau indépendant, un réseau de télécommunications réservé à un usage privé ou partagé. Un réseau indépendant est appelé :

- à usage privé, lorsqu'il est réservé à l'usage de la personne physique ou morale qui l'établit ;
- à usage partagé, lorsqu'il est réservé à l'usage de plusieurs personnes physiques ou morales constituées en un groupe fermé d'utilisateurs, en vue d'échanger des communications internes au sein du même groupe.

L'intervention des collectivités doit se faire en cohérence avec les seuls réseaux d'initiative publique. L'objectif de la mise en place de ces infrastructures et réseaux est de garantir efficacement leur utilisation partagée, dans les meilleures conditions de neutralité et d'accessibilité aux opérateurs et utilisateurs autorisés.

Un constat de l'insuffisance d'initiatives privées

L'article L.1425-1 soumet la seule fourniture de services de télécommunications par les collectivités et leurs groupements

.../...

Une analyse de **Sophie Garnier**, avocat associé
SCP Seban & Associés

aux utilisateurs finals, au constat préalable de l'insuffisance d'initiatives privées. La directive «cadre» définit l'«utilisateur final» comme «un utilisateur qui ne fournit pas de réseaux de communication publics ou de services de communications électroniques accessibles au public». Cette notion exclut les opérateurs et vise les entreprises et les particuliers. Toutefois, le texte prévoit que l'insuffisance d'initiatives privées est constatée par un «appel d'offres déclaré infructueux», ayant visé à satisfaire les besoins concernant des utilisateurs finals en services de télécommunications.

Un tel procédé ne constitue pas un cas d'application du droit des marchés publics. En effet, un marché public est un contrat conclu par une personne publique pour répondre à ses besoins propres en matière de travaux, fournitures et services. S'agissant de télécommunications, la collectivité peut acheter des prestations pour répondre à ses besoins propres, mais aussi passer l'ensemble des marchés de travaux qui lui permettraient de créer une infrastructure. Cette modalité, qui n'a pas de précédent en droit français dans les autres domaines d'intervention des collectivités, est cependant strictement limitée à la fourniture des services de télécommunications aux utilisateurs finals.

La possibilité d'allouer des subventions est confirmée

Le texte confirme la possibilité selon laquelle les collectivités et leurs groupements peuvent mettre leurs infrastructures ou réseaux de télécommunications à disposition des opérateurs à un prix inférieur au coût de revient, selon des modalités transparentes et non discriminatoires, ou compenser des obligations de service public par des subventions accordées dans le cadre d'une délégation de service public ou d'un marché public, lorsque la rentabilité du réseau ne peut être assurée.

Cette modalité s'entend comme le rappel des dispositions générales propres aux services publics locaux qui règlent déjà, en droit interne, les questions relatives à la détermination des tarifs d'un service public à caractère industriel et commercial ou la compensation des obligations de service public (notamment, pour les communes, l'article L.2224-2 du CGCT) comme en droit communautaire (lignes directrices relatives aux critères et aux modalités de mise en œuvre des fonds structurels en faveur des communications électroniques, publiées le 28 juillet 2003 par la Commission des communautés européennes).

Les projets d'infrastructures initiés dans le cadre de l'article L.1511-6 du CGCT sont pris en compte

Les collectivités ayant déjà procédé à une mesure de publicité, en application de l'article L.1511-6 du CGCT, se voient confirmer qu'elles pourront bénéficier des dispositions du nouvel article L.1425-1 du même code, sans retarder la mise en œuvre de leur projet. Les infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunications, en application de l'article L.1511-6 du CGCT, ou les projets de telles infrastructures,

dont la consultation publique prévue par ce texte est achevée à la date d'entrée en vigueur du nouvel article L.1425-1 du même code, sont réputées avoir été créées dans les conditions prévues par ce dernier article.

2. Le nouvel article L.2224-35 du CGCT

Ce nouvel article régit les modalités d'enfouissement des réseaux de télécommunications installés sur un support de ligne aérienne du réseau public de distribution d'électricité. Il vise à répondre au souhait de nombreuses collectivités territoriales d'obtenir la collaboration des opérateurs de télécommunications en vue d'intégrer les réseaux dans l'environnement. Le dispositif arrêté est le suivant :

- tout opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité ou un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine, au remplacement de sa ligne aérienne en utilisant le même ouvrage souterrain que celui construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun ;
- la collectivité ou l'établissement public de coopération prend à sa charge les coûts de construction des infrastructures créées à cet effet, y compris les coûts d'étude et d'ingénierie correspondants. L'opérateur de communications électroniques prend à sa charge les coûts de dépose et de réinstallation, de remplacement de l'ouvrage de communications électroniques déposé, y compris les coûts d'étude et d'ingénierie correspondants ;
- les infrastructures créées par la collectivité, ou par l'EPCI, lui appartiennent. L'opérateur de communications électroniques prend à sa charge l'entretien de son ouvrage ;
- une convention conclue entre la collectivité ou l'établissement précité et l'opérateur de communications électroniques fixe la participation financière de celui-ci, sur la base des principes énoncés ci-dessus, ainsi que le montant de la redevance qu'il doit éventuellement verser au titre de l'occupation du domaine public.

Ce texte est important en ce qu'il inscrit dans la loi le principe de l'obligation qu'ont les opérateurs de communications électroniques d'enfouir leur réseau implanté sur les supports aériens du réseau de distribution publique d'électricité en même temps que la collectivité décide le remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine.

Toutefois, en renvoyant à une convention entre l'opérateur et la collectivité, le législateur a laissé la place à une marge de négociation, notamment quant à la fixation de la participation financière de l'opérateur, ainsi qu'au montant de la redevance éventuellement due au titre de l'occupation du domaine public.

En outre, il convient de noter que cet article ne concerne pas seulement les opérateurs de télécommunications, mais également les opérateurs de réseau câblé, qui sont réunis sous la même appellation d'opérateur de communications électroniques. Cette terminologie renvoie à la nouvelle définition des réseaux de communications électroniques, telle qu'elle ressort du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle. ●

A NOTER

Les collectivités et leurs groupements peuvent mettre leurs infrastructures ou réseaux de télécommunications à disposition des opérateurs, à un prix inférieur au coût de revient.